

## LE NORD-KIVU AU CŒUR DE LA CRISE CONGOLAISE

*par Stanislas Bucyalimwe Mararo*

### Abstract

The present study stems from three obvious facts. One: Northern Kivu is the only province in the DRC that suffered from an uninterrupted war in the last nine years (1993-2002). Two: the war itself is the result and/or the expression of «*multilayered conflicts*» although some outdo others in historical depth, scale and consequences. Three: the actors are always the same. What changed in the years of war is only the stakes involved and the strategies set up to cope with them. To review the nine-year events and scrutinize these changes in the light of today's crisis in the country is our chief objective.

Between 1990 and 1992, localized clashes were recorded in some areas of the territories of Northern Kivu province: widespread incidents over the population census called «*identification des nationaux*» within Masisi, Hunde against Hutu in Bukumbiriri (Kibabi, Masisi), Tutsi against Hutu in Jomba (Bwisha, Rutshuru) and Kihondo (Bwito, Rutshuru) while the RPF was intensively involved in recruitment, training and military building up for its war in Rwanda beginning 1987/1988. The 1993 war was the next stage in the ongoing instability as the entire territory of Masisi, some parts of Walikale (Wanyanga chieftaincy) and Rutshuru (Bwito) were driven into bloody violences. Later developments brought, at each stage, new revelations, the last one being the assassination of Laurent-Désiré Kabila (Mobutu's «*breaker*» and successor) in Kinshasa (January 2001) and the advent of an unknown young «*warlord*», Joseph Kabila, at the head of the country after a short and «*controversial process*».

As some observers early underlined, the post-1993 chaos of Masisi and Bwito (Rutshuru) territories was the big destabilizing factor of Northern Kivu Province. The study discusses this localized crisis and the extent to which the manipulation of provincial affairs from the capital gave to local ingredients (issue of citizenship, political and economic rivalries, struggle for the control of the transitional institutions) a national dimension. In addition, it shows how the October 1990-July 1994 war of the Rwandan Patriotic Front (RPF) and the July 1994-September/October 1996 Rwandan Hutu refugees's crisis obscured the local stakes by putting, from the very beginning, the Masisi-Bwito territories and automatically Northern Kivu Province into the heart of both national and regional stakes.

The intermingling of local and external stakes was the potential for a big and wide crisis. Thus, the so-called «*Masisi war*» that began in March 1993 led, little by little, to what came to be called respectively the Eastern Zaïre crisis and the Zaïrian/Congolese crisis. In this whole process, one sees the collusion between local actors and outside interests (D.G. Becker's concept of «*transnational bourgeoisie*») with the aim of keeping or taking power by force and serving the plundering of national resources. Today's division of the DRC into different zones of influence by competing mining companies and armies is the last stage of this dangerous and disturbing course of events.

## 1. INTRODUCTION

«*Big events start in a small way*»<sup>1</sup>. «*La plaie de Masisi risque de se transformer en gangrène dans tout le Kivu*»<sup>2</sup>.

Depuis une dizaine d'années, le Nord-Kivu est plongé dans une crise dont les contours sont loin d'être connus. Celle-ci est le résultat d'une triple décennie de mauvaise gestion et d'irresponsabilité politiques. On peut rappeler, à titre indicatif, que la question de la nationalité relancée entre 1977 et 1981 avait eu pour résultat d'envenimer l'animosité ethnique. Un nouveau pas fut franchi avec l'opération du recensement de la population (appelé pour le besoin de la cause «identification des nationaux») en 1991 et l'application de la «géopolitique», cet «acquis» de la Conférence nationale souveraine (CNS) qui a fait des ravages non encore évalués jusqu'ici. Les affrontements isolés enregistrés dans certains coins de la province entre 1991 et 1992 auguraient déjà la voie périlleuse dans laquelle la province s'embarquait d'entrée de jeu dans une nouvelle ère du multipartisme (la première remonte aux années 1958-1966). L'éclatement de la guerre en mars 1993 marquait un tournant décisif dans l'escalade des violences. Parties de Ntoto (Walikale), celles-ci se sont étendues et enlisées dans le Masisi et le Bwito (Rutshuru), devenus depuis lors le symbole de la crise au Nord-Kivu en particulier et au Kivu en général.

Cette étude essaie de démontrer la continuité et la ramification régionale des événements sanglants qui se sont succédés au Nord-Kivu au cours des douze dernières années (1990-2002). Pour expliquer cette dimension régionale, nous nous servons de trois éléments importants: l'émergence de la dynamique, nous allions dire dynamite<sup>3</sup>, FPR dans la région à partir du mois d'octobre 1990 (le Nord-Kivu étant sa principale base arrière au Zaïre), les enjeux politiques de l'après-CNS au Zaïre à partir de la fin du mois de décembre 1992 (la question de la nationalité se posant au Nord-Kivu

<sup>1</sup> Yoweri Kaguta Museveni cité dans *The People*, vol. XI, n°14, April 9-16, 1997, p.2.

<sup>2</sup> «Masisi, la guerre oubliée», *ANB-BIA Supplément*, 1er avril 1996, p.VIII. Mais, bien avant, d'autres parlaient plutôt d'une poudrière en faisant allusion au déclenchement de la guerre à Walikale, Masisi et Bwito au Nord-Kivu en 1993, GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE, *Conflits politico-ethniques au Zaïre*. Kinshasa: Ministère de la Presse et de la Communication, novembre 1993, pp.24-43. Les rebondissements de cette guerre dite de Masisi ont apporté chaque fois de nouvelles révélations dont l'embrasement du pays fut la conséquence logique.

<sup>3</sup> Au cours d'une intervention faite dans une conférence organisée par l'Association pour la justice internationale impartiale au Rwanda (AJIIR) à Lille (France), le 16 février 2002, Deus Kagiraneza (militaire, membre fondateur, ex-préfet et député du FPR) qualifiait le FPR de monstre. La même expression est utilisée par le professeur Filip Reyntjens pour désigner cette fois-ci le Rwanda du FPR. Voir REYNTJENS, F., «Chronique politique au Rwanda et au Burundi, 2000-2001», MARYSSE, S., et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.50.

avec plus d'acuité qu'ailleurs dans le pays)<sup>4</sup> et la crise des réfugiés rwandais de 1994 dont le gros des effectifs se concentrait dans les camps autour de Goma-Rutshuru au Nord-Kivu : près de 1.500.000 contre à peu près 450.000 au Sud-Kivu). Autrement dit, ce sont quelques-uns des éléments qui ont transformé une crise locale (qualifiée de «*simple affaire des paysans*» par le gouvernement central de Faustin Birindwa en juin 1993) en crise nationale et placé le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise. Ce processus des changements est étudié suivant le canevas ci-après. D'abord, il y a la présentation de la situation générale au Nord-Kivu à la veille de la guerre de 1993. Il s'agit de montrer que: (1) Goma était devenu une plaque tournante de toutes les affaires et intrigues politiques et rivalisait avec Butembo (foyer du business par excellence) et Bukavu (longtemps chef-lieu de la province du Kivu), (2) le surréalisme démocratique généré par la dynamique de la CNS secrétait localement son antithèse, à savoir la survie politique dont l'argument ethnique n'était qu'un moyen, (3) la guerre du FPR plaçait le Nord-Kivu au centre des bouleversements politiques, économiques et sociaux en Afrique centrale. Ensuite, vient l'analyse proprement dite de la guerre de 1993 («*guerre dite de Masisi*»). Locale et territorialement limitée au départ, celle-ci s'est avérée petit à petit nationale et régionale dans ses ramifications; les rebondissements ultérieurs – la donne du voyage de Mobutu à Goma en juillet 1993, la consolidation de l'axe Kampala-Kigali-Bujumbura-Kinshasa-Goma (juillet 1993-août 1998), le «scramble» pour les richesses de la RDC et la collusion des compagnies minières et de certains gouvernements occidentaux avec «*des dirigeants des minorités puissamment armées, mais sans approche nationale des questions locales*»<sup>5</sup> – sont quelques exemples qui serviraient de preuves. Le remodelade de la configuration du pouvoir coutumier et/ou politico-administratif par l'AFDL et le RCD au Kivu et la «*mise en coupe réglée des richesses*» de la province par le Rwanda et l'Ouganda inspirent cette analyse. Enfin, suit la discussion sur la nature et les effets du contrôle de cette province par le Rwanda et l'Ouganda et la rupture du lien entre Kinshasa (capitale nationale) et Goma qui est totalement dépendant de Kigali (Rwanda). La formation des axes Mbandaka-Beni/Butembo-Kampala et Goma/Bukavu-Kigali après août 1998 et la fragilisation continue de la position de la RDC en Afrique centrale sont à la fois le résultat d'un long processus et le signe d'un manque de volonté politique à tous les niveaux de

<sup>4</sup> Noël Obotela Rashidi a déjà relevé ce point en ces termes: «*Depuis plusieurs années, la gestion de ce problème (la nationalité que l'auteur présente ailleurs comme une bombe à retardement) n'a pas été judicieuse. A la négligence de l'Administration se sont ajoutés la passion et l'irrationnel... Si hier le Nord-Kivu détenait la vedette, aujourd'hui le problème de nationalité a une envergure nationale. C'est le fondement même de l'Etat zaïrois qui semble frappé par ce mal*», «Le projet de la société de la IIIème République à l'épreuve des incertitudes politiques, démographiques et sociales», *Zaire-Afrique*, vol.XXXVII, n°314, avril 1997, pp.207 et 214.

<sup>5</sup> AGBOLI, A.K., «Kigali, agent de destruction du peuple africain», *Africa International*, décembre/janvier 1997, p.8.

la société nationale et internationale pour asseoir la démocratie. La politique du chaos devenait ainsi le trait dominant ou, mieux, le fil conducteur de l'histoire du Nord-Kivu à chaque grand moment de son histoire après 1990.

## **2. SITUATION GENERALE A LA VEILLE DE MARS 1993**

### **2.1. Goma, l'arène des luttes sans merci**

Goma est envisagée ici sous le statut de siège du gouvernement provincial acquis depuis 1987 et de centre de polarisation de l'espace au nord du lac Kivu. Réputée longtemps ville-miroir à cause de sa prospérité et de son aspect touristique, Goma est aujourd'hui une ville fantôme.

#### **2.1.1. Luttes politiques**

La principale retombée du retour au multipartisme (1990-1991) fut l'abandon d'une politique, vieille de 25 ans (1966-1991), qui consistait à faire diriger la province par les non-originaires et, subsidiairement, la remise de sa gestion entre les mains des originaires (géopolitique). Ce changement de cap n'alla pas sans difficultés à Goma. A la base, se trouvaient Mobutu qui ne voulait pas céder d'un iota dans son emprise sur les communautés locales et les dignitaires d'autres provinces qui avaient du mal à mettre fin à leur affairisme habituel. Mobutu dut confier la province à ses hommes sûrs; Enoch Nyamwisi Muvingi (popularisé sous le nom de «*l'enfant terrible de la perestroïka au Zaïre*» ou «*Monsieur débat*») semblait émerger du lot. Celui-ci en profita pour renforcer la base de son parti, la DCF/Nyamwisi (mouvance présidentielle), en désignant en 1991 un proche, Jean-Pierre Kalumbo Mbogho, comme gouverneur<sup>6</sup> et les membres de son parti à la tête de la plupart des zones et des divisions régionales (services provinciaux). Le jeu de Mobutu favorisait apparemment Nyamwisi dans le nouveau contexte politique national à Kinshasa et provincial à Goma. Il devenait d'un coup le maître de jeu dans les affaires politiques locales, du moins dans une certaine mesure. L'ordre MPR-DCF/Nyamwisi prévalut, pour un temps, à Goma. Ce qui fit de lui la bête noire de ses rivaux du Nord-Kivu et autres dignitaires mobutistes. Son assassinat en janvier 1993 dans son fief de Butembo et justement à quelques semaines des massacres de Ntoto (Walikale) mettait hors-jeu un des acteurs clés de la politique provinciale. Quant aux dirigeants de la province qui cédaient leurs postes, ils manoeuvraient, à travers les réseaux qu'ils avaient réussi à mettre en place, pour pouvoir continuer à tirer profit du chaos qui commençait à se mettre en place et à se faire servir; le pillage de Goma et

---

<sup>6</sup> ZAYANA, R., «Le bilan de Kalumbo est-il intéressant?», *La Conscience*, n°147, juillet 1993, p.6

de Butembo<sup>7</sup> en 1991 (les deux grandes villes de la province) par les militaires de Mobutu, les extorsions des populations locales (en premier lieu celles de Masisi et de Bwito qui étaient quasi institutionnalisées), le trafic illégal des produits miniers (or, diamant, columbo-tantalite) et agricoles (café), le braconnage et la vente des pointes d'ivoire, la dégradation de l'emprise du MPR et l'effritement progressif du pouvoir des autorités coutumières qui lui avaient servi longtemps de relais local, sont des éléments qui facilitaient ces manoeuvres. Tout concourait à montrer que les mobutistes et anti-mobutistes, originaires et non-originaires, pro et anti-Nyamwisi se bouscuaient et transformaient ainsi la lutte politique pour la démocratie à Goma en une cacophonie indescriptible.

Tout au long des travaux de la CNS (juillet 1991-décembre 1992), le leadership politique, coutumier et religieux ainsi que celui du monde associatif ont focalisé toute l'attention sur Kinshasa. La question de nationalité fut manipulée à grande échelle au moment où chaque groupe ethnique mettait tout en branle pour avoir, à défaut d'en obtenir le monopole, le contrôle d'un grand espace politique, économique et social. Dans ce nouveau contexte, le «facteur Hutu majoritaire» revint à la surface et, ce qu'on ne dit pas souvent, émergea comme un enjeu politique majeur qui scella la coalition d'autres groupes ethniques (Hunde, Nyanga, Tembo, Tutsi et Nande). La raison profonde d'une telle coalition est l'organisation politique croissante des Hutu qui constituait une sérieuse menace pour leur pouvoir dans le cadre des élections démocratiques envisagées par la CNS<sup>8</sup>. Cet éveil politique, symbolisé ou animé par la MAGRIVI, inquiétait surtout les minorités hunde, nyanga, tembo et tutsi dont le conseiller de la République (député), Eugène Muhima Amri, réclamait un front commun anti-Hutu en mai 1993. L'appel pour la constitution de ce front trouvait une justification supplémentaire dans une phrase qui est interprétée différemment selon les deux camps: «*Le Hutu est un et indivisible*»<sup>9</sup>. Celle-ci serait un slogan qui est

<sup>7</sup> Ces événements venaient renforcer le chaos qui s'était établi petit à petit dans les zones de Beni et de Lubero à partir de 1986 : «*L'AZADHO accuse Nyamwisi d'avoir reçu 15,000 dollars américains pour mettre Butembo et le Nord-Kivu à feu et à sang et de collusion avec Kakolele, ancien rebelle du Président Yoweri Museveni impliqué dans le trafic d'armes à Bunia (Haut-Zaïre)*», «Est pris qui croyait prendre. Le tornitruant Nyamwisi Muvungi abattu dans son fief», *La Conscience*, n°43, janvier 1991, p.4; MONGALA, M.L., «Qui a mis le Nord-Kivu à feu et à sang? Kalumbo, Nyamwisi Muvingi et Mbuza Mabe?», *La Conscience*, n°146, juillet 1993, p.6.

<sup>8</sup> HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, *Zaire. Forcés de fuir. Violence contre les Tutsi au Zaire*, New York, juillet 1996, p.9.

<sup>9</sup> Pour le leadership de la MAGRIVI, cette phrase a été retirée de son contexte et son contenu, par surcroît, déformé. Ce qui était délibérément omis est la dernière partie ainsi libellée «*dans le cadre de la nation zaïroise*». Cette phrase «*Le Hutu est un et indivisible dans le cadre de la nation zaïroise*» (AZAP, n°3452 du 06 juin 1991) avait été prononcée par le Président national de la MAGRIVI en réaction à ceux qui travaillaient pour renforcer la division intra-Hutu ou le clivage entre les Hutu de Masisi et ceux du Bwisha (certains se recrutaient dans ce deuxième groupe; c'est ce qu'on appelait «*les durs de la MAGRIVI*» à partir de 1982, au lendemain de la nouvelle loi sur la nationalité, qui voulaient en faire une organisation des Hutu Banyabwisha

à la base de ce que Muhima appelait «*le panhutisme*» et qu'il présentait comme la source de la déstabilisation de l'ordre politique régional. Dans cette lutte politique, les Nande et les Hunde ont fait tout pour s'imposer en nombre à la CNS et pouvoir peser autant dans les débats en commissions que dans les opérations de vote. En plus, toute la crème intellectuelle et les grandes figures de l'administration coutumière hunde s'étaient repliées sur Kinshasa en laissant derrière eux des hommes sans poigne; on assista, pendant les deux années de leur absence, à l'installation d'un vacuum politique local que les mutualités ethniques et les ONGD locales ont rempli quasi spontanément. Cependant, ce sont les organisations bénéficiant de l'appui politique à Kinshasa et à Goma et du financement extérieur (ONGD et associations chapeautées par les Eglises notamment) qui avaient plus de moyens d'action et exerçaient certainement plus d'influence sur le terrain que celles qui n'étaient pas dotées. Localement et nationalement, les dualités Hutu-Tutsi, «*Banyarwanda*» et non-«*Banyarwanda*», Nande-Hutu Banyabwisha, Nande-Hunde<sup>10</sup>, Hunde-Hutu se sont amplifiées. Les Nande utilisaient leur forte position dans les institutions de la transition à Kinshasa et dans la province pour fragiliser leurs premiers rivaux, notamment les Hutu Banyabwisha. Selon Patient Kanyamachumbi et Félicien Nzitatira, ils tiraient subtilement les ficelles des événements qui se déroulaient en dehors de leurs territoires<sup>11</sup> en

---

alors qu'elle avait été créée par les Hutu du Bwisha, du Bwito dans Rutshuru et du Masisi à l'origine en 1980. D'ailleurs, elle fut scindée en deux ailes dès cette période, ailes qui se combattaient avec virulence comme l'a bien exprimé Maître Kahatwa aux conférences de paix à Sake en août 1995 et à Kiwandja/Rutshuru en avril 1996 quand il parlait au nom des Hutu du Bwisha). En fait, l'entente des Hutu de Masisi avec ceux du Rutshuru n'arrangeait pas tous les groupes ethniques auxquels le rapport de Human Rights Watch/Africa se référait et notamment les Hunde dont le leadership ne l'a jamais caché: «*Magumu tunayo. Leo hii, tunakuwa na wasiwasi sababu ya wanyarwanda wanaisha shirikiana na watu wa Bwisha wengi wa wameisha fika Kinshasa*» (Les difficultés que nous avons. Aujourd'hui, nous sommes inquiets du fait que les «*Banyarwanda*» sont en entente avec les gens du Bwisha dont nombreux sont déjà à Kinshasa), BUSHENGE HUNDE, Compte-rendu de la réunion tenue à Bushimoo du 19 au 21 juin 1986, p.1, point 2. On ne devrait pas oublier que la MAGRIVI qui était dans le collimateur des Tutsi à travers UMOJA depuis 1980, l'était aussi de la part des Hunde via le BUSHENGE HUNDE et l'Eglise néo-apostolique (ENA) depuis 1981. Les leaders du GEAD et de l'ENA qualifient les relations conflictuelles MAGRIVI-BUSHENGE HUNDE de «*fers croisés*», *Rapport des journées de Masisi, 14-16 février 1994, annexe 16*. Les relations de la MAGRIVI avec le KYAGHANDA étaient aussi toujours tendues surtout à Goma et dans la zone de Rutshuru (Bwisha et Bwito). A ce propos, lire «*La déclaration des 169 ressortissants nande de Kinshasa sur la situation qui prévaut au Nord-Kivu*», *La Référence Plus*, n°815 du 31 juillet 1996, pp.4 et 8.

<sup>10</sup>Les Hunde accusaient les Nande «*de vouloir s'emparer de tous les postes clés de l'administration publique et des services para-étatiques, d'avoir mis en chantier un plan diabolique visant à exclure toutes les autres ethnies de la gestion du Nord-Kivu*», D.Y., «*Les marchands nande ont cessé toute activité commerciale au Nord-Kivu*», *Le Potentiel*, n°574 du 15 janvier 1995, p.2. L'auteur a signé l'article avec des initiales.

<sup>11</sup> KANYAMACHUMBI, P., *Les populations du Kivu et la question de la nationalité. Vraie ou fausse question?* Kinshasa, 1991, p.9; NZITATIRA, F., *Les migrations, la question ethnique et la réconciliation*, Goma, le 14 février 1998, p.3.

utilisant la position dominante de la DCF/Nyamwisi qui défendait les intérêts des Nande<sup>12</sup> et en mettant en balance le poids financier et politique de Butembo.

### 2.1.2. Luites économiques

La province du Nord-Kivu fut créée en 1987 dans un contexte particulier: le choix du Kivu par les dirigeants du Parti-Etat (le MPR) comme la province test pour une nouvelle politique de la décentralisation<sup>13</sup>. Cette décision fut mal accueillie dans certains milieux de Bukavu<sup>14</sup> qui ne voulaient pas perdre une des régions les plus riches et principales génératrices de revenus. Faute d'avoir fait obstruction à ce recouvrement de l'autonomie du Nord-Kivu, beaucoup de gens du Sud-Kivu qui étaient dans les services provinciaux en 1987, notamment les divisions régionales des titres fonciers, du développement rural, de la justice et l'OFIDA, se sont repliés sur Goma qui passait pour une ville plus juteuse que Bukavu. Leur présence à la tête de certains services provinciaux du Nord-Kivu à Goma devint, au fil des années, une source de conflit entre ces derniers et les originaires, surtout depuis l'émergence du phénomène de la «géopolitique» en 1991 et l'arrivée des sud-kivutiens au premier plan dans le monde associatif (Joseph Mudumbi de GRACE et LDGL, Basheka Ntashushwa Denis de GRACE, Madame Cirume Munande de OXFAM, Marie-Immaculée Birhaheka du PAIF...)<sup>15</sup>. En plus, cette nouvelle province fut secouée par une série de convulsions socio-politiques: les effets des activités du FPR au Kivu depuis 1987/1988, les incidents qui ont émaillé le recensement de la population en 1991, les violences politiques qui ont caractérisé les deux années des travaux de la Conférence nationale souveraine (1991-1992), et la traque des membres de la MAGRIVI par l'autorité coutumière hunde<sup>16</sup>. Les retombées économiques de

<sup>12</sup> STREIFELLER, F., «State substitution and market liberalization in Northern Kivu, Zaïre», *Sociologia Ruralis*, vol.34, n°1, 1994, p.68; KABONGO, M.E., «Voyage au coeur d'un parti politique. La DCF/Nyamwisi s'étend au-delà de 500 km: de Goma à Butembo, de Beni à Bunia», *Le Potentiel*, n°624 du 25 mai 1995, p.3.

<sup>13</sup> A ce propos, voir le point de vue de Cyprien Rwakabuba dans BAMPORIKI, C., «Interview avec Cyprien Rwakabuba sur la crise politique au Nord-Kivu», *La Dépêche régionale*, n°001 du 24 septembre 1999, p.4. et «Découpage du Kivu», *Jua* du 26 août au 3 septembre 1987, pp. 2 et 15.

<sup>14</sup> Même en 1962, la création de la province du Nord-Kivu a créé les tensions entre les Shi et Nande surtout, *Dignité Nouvelle*, n°12, 23 mars 1962, p.3; n°9, 25 avril 1962, pp.1 et 6.

<sup>15</sup> Ce fait est à situer dans un vaste mouvement d'afflux des gens en provenance d'autres provinces du pays suite à la crise économique qui est allée crescendo à partir de la fin des années 70. A ce sujet, lire MOBUTU, S.S., «Discours sur le programme de développement économique», *Etudes zaïroises*, n°1, janvier-mars 1977, pp.107-110 et Roger Kahindo Muhasa Tsongo qui stigmatise le phénomène de «l'afflux des acteurs venant du Rwanda, du Sud-Kivu, du Kasai, de Kinshasa et d'ailleurs», «Nord-Kivu. Conflit ethnique: effet boomerang», *Hebdo JUA* du 15 novembre 1993, p.7.

<sup>16</sup> BUSHENGE HUNDE, *Compte-rendu de la réunion tenue à Muhanga*, le 30 février 1992, p.1, point intitulé *barua* (lettres); NYARUBWA, L., *Lettre n°009/MAGRIVI/NK/93 du 1er*

ces secousses politiques furent désastreuses. Goma, dont les atouts économiques étaient liés en grande partie à la prospérité de Masisi et de Bwito et au trafic en direction de Kinshasa, d'autres grandes villes du pays et du Rwanda voisin, semblait perdre sa position centrale au profit de Butembo (Lubero) qui, en plus de son dynamisme interne (coopération et coordination entre les Nande)<sup>17</sup>, tirait un grand avantage de la relative stabilité locale, de son ouverture sur Kampala et Kisangani et de la bonne position prise par les originaires des territoires de Lubero et de Beni dans le nouveau paysage politique national et dans un contexte où leurs principaux concurrents, les Tutsi<sup>18</sup>, faisaient face à une opposition virulente à Goma et à Kinshasa. Cette tendance du déséquilibre Goma-Butembo s'est fortement accentuée avec le déclenchement et l'expansion de la guerre dite de Masisi en mars-avril 1993. Goma était petit à petit coupée de son hinterland utile<sup>19</sup> et devenue le théâtre de toutes formes de spéculation et de violences.

## 2.2. Le Nord-Kivu dans la géopolitique nationale et régionale

Le Nord-Kivu fut pris tôt dans le piège de la géopolitique nationale et régionale. Il en subissait les coups et contre-coups tout comme il y influait à ce double niveau par sa dynamique interne de conflictualités et de stratégies prospectives dans les différents camps antagonistes.

### 2.2.1. L'effet CNS et les enjeux de la transition

En 1990, la RDC (alors Zaïre) était à la croisée des chemins. Le vent du changement qui soufflait du dehors comme du dedans exigeait des réformes en profondeur, à défaut d'une véritable révolution. La voie choisie pour opérer ces réformes était la CNS et non le passage immédiat aux élections ni le recours à la lutte armée comme on l'a vu dans beaucoup d'autres pays africains, notamment le Rwanda (lutte armée) et le Burundi (élections)<sup>20</sup>. A

---

*février 1993 à Monsieur le chef de poste d'encadrement administratif à Luke et dont l'objet est la poursuite des membres de la MAGRIVI, Goma, le 12 février 1993.*

<sup>17</sup> STREIFELLER, F., *op. cit.*, pp.66-68.

<sup>18</sup> Lire le paragraphe intitulé «L'émergence économique et politique des Nande et des Tutsi», dans NZITATIRA, F., *op. cit.*, pp.3-4; BUCYALIMWE, M., «La guerre des chiffres: une constante dans la politique au Nord-Kivu», REYNTJENS, F. et MARYSSE, S. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.238-239, 248 et 254-260.

<sup>19</sup> Beaucoup de populations rurales étaient obligées de fuir les campagnes pour venir s'y agglutiner. Goma devenait un centre des réfugiés internes (appelés couramment déplacés de guerre) à côté d'autres concentrations proches (ex. Sake, Kitshanga...). Lire aussi SUMAILI, P.N.A., «Economie. Matenda Mobile (Président de l'ANEZA). L'insécurité et la guerre de Masisi constituent des obstacles au développement au Nord-Kivu», *La Référence Plus*, n°741 du 23 mars 1996, p.4.

<sup>20</sup> Malheureusement, les trois voies suivies par le Zaïre, le Rwanda et le Burundi ont conduit au même résultat: l'installation de nouveaux gouvernements (néo-dictatures mono-ethniques)

l'enthousiasme des uns, s'opposait l'inquiétude des autres au sujet de ce qu'impliquait le mot magique de changement qui était dominant dans les discours de tous et dont la dynamique de la CNS n'était qu'un élément catalyseur. La compréhension différente de la notion du changement attendu et le conflit des générations caractérisèrent, dès le départ, le processus démocratique et influèrent beaucoup sur l'évolution ultérieure des événements. Les ténors de la Vieille Génération Politique (VGP), celle des années 1960, s'accrochaient encore au pouvoir en trônant sur les grands partis politiques; quant aux jeunes politiciens regroupés au sein de la Nouvelle Génération Politique (NGP), mobutistes dissidents ou indépendants, ils évoluaient soit dans le sillage de l'un ou l'autre vieux politicien ou en marge de ces derniers au sein des partis politiques autonomes de second ou de troisième rang et prétendaient, malgré tout, être les vrais hommes du renouveau. Un tel climat n'augurait rien de bon. Ceci se matérialisa vite avec les errements et les dérapages de la CNS (réveil des sentiments ethniques, voire claniques, et régionalistes à travers le démon de la «géopolitique» que ses promoteurs ont voulu présenter comme une version du fédéralisme alors qu'elle était en elle-même un facteur destructeur de l'unité nationale). La désignation des membres du gouvernement central (gouvernements parallèles de Tshisekedi et de Birindwa), du HCR-PT, de l'assemblée provinciale et de la commission électorale apporta de l'eau au moulin et renforça les agitations des partis politiques, des mutualités ethniques et des ONGD locales au Nord-Kivu<sup>21</sup>. L'analyse de la configuration politique et ethnique dans les institutions centrales de la transition (Présidence, Parlement et Gouvernement) et provinciales donnent la véritable image des luttes en cours au Nord-Kivu au sortir des travaux de la CNS: surreprésentation des Nande et Hunde et confiscation de tous les pouvoirs par une catégorie de populations dites autochtones et exclusion des autres, essentiellement Hutu de Masisi et Tutsi (sans distinction).

Le clivage VGP-NGP et le clivage mouvance présidentielle-opposition radicale débouchèrent sur un blocage qu'on appela «*bipolarisation politique*». L'un des effets néfastes de cette bipolarisation fut le déclenchement des affrontements violents à l'intérieur du pays, en particulier au Shaba, en Ituri et au Nord-Kivu. Dans ce dernier cas, la guerre de 1993 faisait passer les violences à une vitesse de croisière dans une période de vide politique à

---

dépourvus de toute légitimité. C'est que le courant dominant, le vrai celui-là car il a triomphé, était, dès le départ, le courant anti-démocratique.

<sup>21</sup> RUGENERA, M.B., «Massacres des paysans. Des centaines des Hutu et Tutsi tués dans le Nord-Kivu», *UMOJA*, 22 avril 1993, p.2, YOGOLELO, B., «Le PLD Kambere dénonce l'infiltration des candidats à nationalité douteuse dans les commissions locales des élections du Nord-Kivu et Sud-Kivu», *La Référence Plus*, n°816 du 2 août 1996, p.8. Une critique de l'ensemble des écrits de Léonard Kambere sur cette question qu'il appelle «*S.O.S élections*» se trouve dans CLUB NYIRAGONGO, *Contribution à la connaissance des peuples de l'Est de la R.D. Congo. Cas des Hutu du Nord-Kivu*, Kinshasa, Editions Droit et vérité, 2002, pp.47-56 et 63-71.

Kinshasa. Mobutu qui, depuis quelques années, s'était replié dans son village natal de Gbadolite, venait de se voir dépouillé de son pouvoir par la CNS; le pouvoir se retrouvait dans la rue ou entre les mains de groupes d'intérêts qui gravitaient autour de lui pendant toutes les années de vaches grasses. Ceci est vrai dans la mesure où la rivalité de deux gouvernements en présence, celui de Tshisekedi («*gouvernement sous les arbres*» comme Nguz aimait l'appeler) élu par la CNS dans des conditions qui ne faisaient pas l'unanimité dans la classe politique et la population congolaises, et celui de Birindwa coopté par Mobutu («*gouvernements parallèles*») renforçait le chaos et alimentait les inquiétudes en sens divers, d'autant plus que Mobutu était affaibli par la maladie. Les groupes majoritaires du Nord-Kivu (Nande et Hutu), confiants en l'éventualité d'une victoire électorale, faisaient des élections un enjeu de premier plan. Cependant, les Nande avaient une arme supplémentaire à opposer à leurs rivaux hutu aux élections: le cachet de «*personnes à nationalité douteuse*» comme cela ressort bien des propos de Léonard Kambere du PLD auquel nous avons fait allusion ci-dessus<sup>22</sup>. C'est pourquoi les Nande cherchaient à tout prix à contrôler la commission provinciale des élections en excluant les Hutu. Tous les autres, surtout les Hunde et Tutsi, étaient moins enthousiastes, pour ne pas dire opposés aux élections car ils craignaient de les perdre et, au-delà de la défaite électorale, de perdre les fortes positions et énormes privilèges obtenus pendant les 30 années de la dictature à la fois mobutienne et coutumière. Le fait que ce soient les Nyanga et Hunde qui ont déclenché la gâchette au poste d'état de Ntoto (Walikale) et au chef-lieu de la zone de Masisi à Masisi<sup>23</sup> ne devrait étonner personne. Tout(e) autre argument ou argutie avancé(e) pour justifier cet acte n'est, à notre humble avis, qu'un prétexte.

### 2.2.2. L'effet FPR et les enjeux régionaux

Il faut d'abord rappeler qu'en 1990, le FPR envahissait le Rwanda à partir de l'Ouganda quand le Zaïre qui lui servait d'arrière-base s'embarquait

<sup>22</sup> Voir, à ce propos la réaction du Professeur Antoine Sebagenzi wa Lulenga, «Les ethnies du Zaïre sont-elles toutes de nationalité zaïroises ? Le cas du Nord-Kivu », *La Référence Plus*, n° 846 du 23 mars 1996, pp.4-6. Pour lui, si l'expression de «*personnes à nationalité douteuse*» doit être retenue dans le discours politique au Nord-Kivu, elle devrait être appliquée à toutes les ethnies à l'exception des Nyanga qui ne se retrouvent pas de part et d'autre de la frontière.

<sup>23</sup> Eugène Muhima, un leader Hunde et proche ou allié du leadership tutsi pendant des années, l'atteste en ces termes: "*Les autorités nyanga ont pris les armes pour soumettre par la force les Hutu qui répondirent aux mots d'ordre de la désobéissance civile et, dix jours après, l'exemple fut suivi par les notables de Masisi*" et éradiquer ainsi ce que lui-même appelle «*un guépier mortel au Nord-Kivu*», c'est-à-dire les Hutu. Lire MUHIMA, E., *Un guépier mortel au Nord-Kivu*. Kinshasa, mai 1993, pp. 6 et 8. Bamporiki Chamira ne soutient pas le contraire lorsqu'il écrit: "*Quand les violences ont éclaté dans le Walikale, seules les populations nyanga et les populations hutu étaient face à face*", *op. cit.*, p.6. Le même constat est fait par Colette Braeckman dans «*Déstabilisation d'une région encore prospère. La violence ethnique déchire le Nord-Kivu* », *Le Soir* du 8-9 mai 1993, p.6.

dans le multipartisme. Un gouvernement provincial légitime et responsable n'arrangeait pas ses opérations militaires. Un chaos bien contrôlé par les partisans du FPR s'y prêtait mieux. Et c'est ce qui fut effectivement le cas. A la même période, les Tutsi créaient un parti politique qu'ils dénommèrent CERECA, Centre de regroupement et d'échange africains. Il était différent du CERECA de 1958 (Centre de regroupement africain) en ce qu'il était quasi mono-ethnique et visait, parmi ses objectifs, la création des Etats-Unis de l'Afrique centrale; les élections n'étaient pas à l'ordre du jour dans l'immédiat. Enfin, faut-il le souligner et insister là-dessus, empêcher qu'au Kivu et ailleurs dans la région ne se reproduise le modèle révolutionnaire rwandais de 1959-1962 a été, depuis 1959, au centre de toutes les stratégies politiques dans certains milieux tutsi de l'UNAR dont le FPR prit en quelque sorte le relais. Pour ce groupe, la prise du pouvoir et son maintien par les armes était le seul moyen prôné. En plus, le CERECA était le seul parti, parmi la centaine de partis politiques qui ont vu le jour dans le pays au lendemain du 24 avril 1990, à inscrire son programme dans une dynamique régionale et à un moment où le président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni (alias Nyandwi Ntibahaburwa), ne cachait pas ses ambitions hégémoniques au Kivu<sup>24</sup>. C'est l'une des raisons pour laquelle il fut refusé à la CNS comme parti des étrangers. Ses activités furent récupérées alors par une mutuelle, UMUBANO, qui fut intégrée illégalement dans la plate-forme de l'Union sacrée de l'opposition radicale (USOR) à Goma avec la complicité de l'autorité provinciale en 1991<sup>25</sup>. La connexion CERECA-UMUBANO-FPR est une donnée dont l'impact sur les événements est jusqu'ici occulté alors qu'il reste le plus fondamental dans les enjeux politiques au Kivu depuis 1990.

Dès 1990, les membres du parti politique CERECA et de la mutualité UMUBANO étaient donc engagés sur deux fronts: la compétition politique à Goma et à Kinshasa pour avoir voix au chapitre dans l'ordre national en construction et le soutien à la guerre du FPR à partir de ses bases du Zaïre, notamment les fermes/ranchs du Nord-Kivu. La question de la nationalité et le

---

<sup>24</sup> UDC Newsletter, 1994, p.6. Contrairement aux auteurs de cet UDC Newsletter qui y voient un agenda caché (instauration d'un empire Hima sur l'ensemble de la région), Bernard Calas apporte une nuance à cette affirmation en expliquant cet élan hégémonique de Museveni en ces termes: «Domine (chez Museveni) plutôt l'idée d'un projet géopolitique élaboré pragmatiquement, au moyen d'un lent marchandage avec les autres acteurs de la région, parfois au moyen de compromis foudroyants avec les opportunités offertes par l'évolution contemporaine, souvent informées par les tendances lourdes, structurelles de l'espace et de l'histoire est-africains», «Nouvelles (?) géopolitiques ougandaises», *L'Afrique politique. Réformes des Etats africains*, Paris, Karthala et CEAN, 2001, pp.153-154.

<sup>25</sup> PALUKU, L.L.K., «... la mutuelle UMUBANO, essentiellement Tutsi, a été créée à Goma et agréée par arrêté du gouverneur n°180:90. Cette mutuelle a adhéré à l'Union sacrée de l'opposition radicale (USOR) sous le n°023 T du 13 novembre 1991... Avoir été accueillie au sein de l'USOR suppose que UMUBANO est une formation politique. Or, selon l'article 4 de la loi sur la création des partis dans notre pays, il faut d'abord être zaïrois. A-t-on la certitude que cette mutuelle est entièrement zaïroise? Ce que nous ne pensons pas», Question de la nationalité au Nord-Kivu: l'autre face de la réalité, *Graben*, n°27 du 20 au 22 juillet 1993, p.6.

problème des contingences ont favorisé le rapprochement entre le groupe Nyarubwa<sup>26</sup> (président ad interim de la MAGRIVI, membre de la DCF/Nyamwisi et conseiller du Gouverneur Kalumbo) et le leadership tutsi de Goma (Mgr Faustin Ngabu, Kasuku, Safi, Kagorora, Gasana, Bugera, Mwanga Chuchu...). Il faudrait le considérer comme le résultat d'une nouvelle stratégie adoptée par les Tutsi bien conscients de l'incapacité de leurs vieux alliés de la mutuelle UMOJA à faire passer à l'époque un quelconque message au sein de la communauté hutu. Ce rapprochement n'apporta pas la détente entre les deux communautés hutu et tutsi alors qu'il était perçu par leurs rivaux comme un complot anti-congolais. Dans l'ensemble, la guerre du FPR restait une épine dans la réconciliation Hutu-Tutsi et une source de frictions permanentes avec toutes les autres communautés. En plus, elle plaçait ses partisans et ses sympathisants dans une position qui n'inspirait pas confiance; ceux-ci se présentaient officiellement comme les protagonistes du combat politique dans le cadre national et légal quand tout le monde savait qu'ils étaient engagés activement dans une guerre régionale et considéraient la victoire du FPR au Rwanda comme la seule clé pour les nouveaux enjeux politiques au Kivu. Il convient de noter aussi que les Tutsi avaient pratiquement le monopole du trafic sur le lac Kivu: Bateau Mulamba (de Barthélémy Bisengimana Rwema) et Bateau Alleluia (de Kamanzi), sans parler du trafic routier dans l'hinterland qui était dominé par les agents du cartel ACOGENOKI-UCOOPANOKI-BDDOS et autres transporteurs privés ou individuels. La circulation des hommes, des idées et des biens (les landcruisers et motos de la coopération canadienne faisaient la bonne affaire dans ce cadre) ne pouvait pas passer inaperçue de ces acteurs ; le trafic d'armes et le transport des recrues du FPR au Rwanda faisaient partie des opérations. Plusieurs armes à destination du Rwanda ont été saisies à maintes reprises à Goma et Bukavu, puis remises aux intéressés sur injonction de certaines autorités zaïroises.

### **3. DE NTOTO (MARS 1993) A LEMERA (OCTOBRE 1996). UNE GUERRE AUX MULTIPLES REBONDISSEMENTS**

La guerre de 1993 éclata à Ntoto (Walikale) quand l'administration du Nord-Kivu était entre les mains de la DCF/Nyamwisi, toute l'armée et la sécurité sous le contrôle des hommes de Mobutu. Consécutivement à cette guerre et suite à la visite du Président Mobutu à Goma au début de juillet 1993, l'ordre de la DCF/Nyamwisi fut démantelé au profit de l'ordre CEREAL-UMUBANO dont beaucoup d'éléments étaient soit membres actifs soit alliés/sympathisants du FPR. L'avènement de ce nouvel ordre provincial

---

<sup>26</sup> Il est sous les verroux du RCD-Goma après avoir été laissé tranquille depuis le début de l'ordre AFDL. Le sort des anciens membres de son équipe ne serait pas meilleur. Ceux qui n'ont pas été tués ont fui le Kivu, pour Kinshasa en général. Ces derniers sont séparés de leurs familles pendant plus de 5 ans.

coïncidait avec le début d'une forte militarisation de la province et d'une forte implication des ONGD et des Eglises (société civile) dans les événements locaux à travers une campagne provinciale de pacification, et ce, dans l'ombre des mutualités ethniques. L'arrivée des réfugiés hutu rwandais en juillet-août 1994 changea la face de la guerre et précipita le Nord-Kivu en particulier et le Kivu en général au cœur des enjeux nationaux, géopolitiques et géostratégiques régionaux post-guerre froide. Les enjeux locaux de la guerre étaient du coup mis en veilleuse ou, mieux, obscurcis, par les enjeux régionaux. La guerre du NRA/APR/AFDL (1996) est venue les mettre à l'avant-plan. L'occupation subséquente du Kivu par les armées Tutsi du Rwanda et de l'Ouganda aura été retardée, pour les uns, ou accélérée, pour les autres, par cette crise des réfugiés Hutu. Au lieu de bénéficier aux Tutsi «*Banyamulenge*» au nom desquels elle était déclenchée, cette guerre profite plus aux anciens réfugiés Tutsi dits de 1959 et/ou à leurs fils qui ont un pied au Rwanda et un autre au Kivu.

### 3.1. La guerre de mars 1993 à juillet 1994

#### 3.1.1. Une guerre aux logiques multiples

En avril 1996, nous écrivions que trois logiques majeures s'affrontaient dans la guerre de 1993: la logique du pouvoir qui consistait à saboter le processus démocratique (la phrase «*libérer la démocratie*» utilisée par les évêques du Zaïre était une réaction à cet état de fait)<sup>27</sup>, la logique d'exclusion associée à l'idéologie d'autochtonie dans laquelle l'hégémonie nande servait de levain et la logique du nombre. Dans ce dernier cas, il s'agit de la dualité majorité-minorité numériques qui, face aux perspectives électorales (dans Masisi et Rutshuru essentiellement) mettait aux prises les Hutu, d'un côté, et les Hunde-Nyanga-Tembo-Tutsi, de l'autre<sup>28</sup>. Toutefois, nous soulignons en filigrane qu'une autre logique, transnationale celle-là, y était juxtaposée. C'est celle-ci qui sous-tendait toutes les alliances que les Tutsi ont tissées dans toutes les communautés du Nord-Kivu, dans tous les courants politiques à Kinshasa (et à travers le pays) tout au long du régime Mobutu (1965-1997) et au delà des frontières nationales dans la quête d'une double victoire militaire et politique au Rwanda et au Kivu. Comme conséquence, les connexions et opérations du trio CERIA-UMUBANO-FPR avaient une dimension transnationale. Au vu de ce qui se passe aujourd'hui (six ans après) au Nord-Kivu, on n'hésiterait pas à conclure que c'est cette quatrième logique, eu égard aux enjeux sous-jacents, qui s'est imposée.

Chacun des acteurs engagés dans cette guerre s'identifiait avec au moins l'une de ces quatre logiques. En plus, la guerre était menée sur tous les

<sup>27</sup> *Zaïre-Afrique*, n°255, mai 1991, pp.213-218.

<sup>28</sup> BUCYALIMWE, M., «Les enjeux de la guerre de Masisi», *Dialogue*, n°192, août-septembre 1996, pp.91-93.

fronts: la participation dans le combat sur le champ de bataille, la guerre médiatique avec la montée fulgurante de la désinformation, la manipulation de la campagne de pacification et des instruments juridiques pour des fins politiques, etc. La peur de l'autre a creusé le fossé de la méfiance et créé le réflexe de l'auto-armement dont on ne pouvait pas se défaire. Ainsi, toute nouvelle donne militaire et politique sur le terrain, qu'elle fusse d'inspiration locale ou non, entraînait le changement de stratégies de lutte offensive ou défensive et l'ancrage continu dans la spirale de la violence. Tous les acteurs ont toujours trempé, à des degrés divers, dans le borborygme du Masisi-Bwito. Dès le début, beaucoup de militaires appartenant aux différentes communautés ont déserté le rang des FAZ avec leurs armes pour venir entraîner et encadrer les membres de leurs communautés respectives. Cette désertion des FAZ par les militaires des régions en conflit, l'arrivée des soldats de la DSP et du camp CETA de Kinshasa et la présence permanente des gendarmes sur le terrain ont, dès juillet 1993, rendu l'aspect militaire des affrontements et le phénomène des milices très complexes. Faire de celles-ci une simple game de bandes désorganisées et de pillards serait, à notre avis, simplifier les choses et oublier un facteur décisif dans la montée des violences.

a. La logique du pouvoir et la question de survie politique

Quand nous parlons ici de pouvoir, nous sous-entendons le comportement de ceux qui gouvernaient à l'époque au niveau central à Kinshasa, provincial à Goma et à l'intérieur de 6 zones de la province (Lubero, Beni, Rutshuru, Nyiragongo, Masisi et Walikale) et les entités coutumières constitutives. Autant Mobutu et les siens étaient inquiets de la tournure des événements, autant les politiciens locaux, souvent coupés de la base pour diverses raisons, et les autorités coutumières étaient contraints de jouer leurs propres cartes pour soit sauver leurs fauteuils, soit se repositionner.

Les hommes du pouvoir ont ainsi manipulé à leur guise les diverses organisations qui dominaient le terrain, qu'elles soient les ONGD, les partis politiques, les églises ou les mutualités ethniques proprement dites. Cette instrumentalisation était d'autant plus aisée que certains d'entre eux présidaient aux destinées de ces associations. Pour avoir évolué dans un système de cafouillage et de magouille au sein du MPR pendant des années, il n'était pas évident que ces leaders qui faisaient du changement leur credo puissent conduire ces associations vers une gestion saine de l'espace politique et de la société en transition. C'est parmi ces gens que, d'en haut, Mobutu recrutait ses suppôts destabilisateurs comme Nyamwisi Muvungi, Anzuluni Bembe et Bakungu Mithondeke (son frère, Diego Bakungu, ex-militaire, a semé la terreur et la désolation dans la collectivité de Osso avant d'être promu dans l'administration coutumière locale) et que, d'en bas, la masse populaire entendait faire parfois les instruments de sa conquête du pouvoir.

## b. La logique d'exclusion et la question de la nationalité

L'ethnisme est beaucoup plus poussé au Nord-Kivu que partout ailleurs dans l'Est du pays. Tout calcul politique se fait en termes exclusivement ethniques. Nous suivons de près les événements et les discours politiques locaux depuis plus de 40 ans, mais nous n'avons jamais vu un projet de société intégratif et progressiste présenté au cours de la campagne électorale par les différents candidats. Un seul thème revient sur la surface à la veille de chaque élection: la question de la nationalité. Qu'on se rappelle des agitations qui ont émaillé les élections de 1987 (du reste annulées pour les deux Kivu et qui ont profité à d'autres provinces au niveau national)<sup>29</sup> et le recensement de 1991.

Ce qui est bizarre dans cette question fondamentale est que le cœur s'est toujours substitué à la raison. Pour tout Hunde, Nande, Nyanga et Tembo, les Hutu et Tutsi sans exception ne sont pas qualifiés pour les élections et/ou l'exercice du pouvoir car considérés en bloc comme des étrangers. Ce fait est illustré par la contestation de Seka Buhoro, ministre de l'Énergie dans le gouvernement d'opposition de Tshisekedi, et son remplacement par un Hunde (président de BUSHEGE HUNDE/BUUMA et membre influent du parti politique, Parti libéral pour le développement ou PLD), Shabani bin Biteko, en tant que ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel. Il en était de même de la contestation fréquente des Banyabwisha au sein du HCR-PT. De leur côté, certains politiciens et intellectuels hutu du Bwisha ont, depuis 1982, décidé de reprendre ce même discours pour leur propre compte en jetant tous les Hutu du Masisi et tous les Tutsi dans la même catégorie d'étrangers. L'idée du nombre (voir ci-dessous) n'est pas exclue derrière ce jeu car les Hutu du Masisi sont de loin plus nombreux que ceux du Bwisha; ils restent même supérieurs si l'on réunit les Hutu du Bwisha et ceux du Bwito et du Bukumu. En plus, ils vivent sur un territoire plus vaste et riche que le petit couloir du Bwisha coïncé entre les volcans et économiquement peu compétitif en dehors de l'industrie touristique associée à la présence du Parc national des Virunga (PNVI). Dans les deux cas, il s'agissait d'une stratégie pour éliminer du rôle électoral les concurrents. La liste des délégués à la CNS et la distribution des postes dans les institutions de la transition (présidence, gouvernement et HCR, devenu par la suite HCR-PT) le témoignent à suffisance. Cette stratégie est la gangrène permanente qui mine le débat politique et vicie les actions politiques. La gestion de la transition aura été une question de vie ou de mort pour beaucoup de membres de ces groupes dans la préservation du statu quo.

---

<sup>29</sup> NGONDO, P.I., «Chiffre de population et enjeux politiques sous la deuxième République: les élections législatives de 1987», *Zaire-Afrique*, n°264, avril 1992, p.227.

## c. La logique du nombre et la question électorale

L'élément nouveau, à ce sujet, est le réveil des Hutu de Masisi qui voulaient sortir de la sujétion politique habituelle. Ce qui n'arrangeait pas les Hunde, Nyanga, Tembo, Tutsi, voire les Hutu du Bwisha et les Nande<sup>30</sup>. Leur entrée sur la scène politique fut une source de conflits, ouvert avec les Hunde-Nyanga-Tembo, et de manière moins visible mais très forte avec les Tutsi et les Hutu du Bwisha. Le conflit entre le Président de la DSN (Bwisha/Rutshuru) et celui du PANADI (Masisi), le conflit interne à la MAGRIVI entre la faction qui s'en tenait à sa nature d'origine en 1980<sup>31</sup> et celle qui voulait faire de la MAGRIVI une affaire des seuls Hutu du Bwisha après 1981<sup>32</sup> sont les données nouvelles qui sont venues s'ajouter aux clivages connus au niveau électoral: Nande versus Hutu du Bwisha à Goma et dans Rutshuru (Bwito et Bwisha), Hutu versus Hunde-Nyanga-Tembo-Tutsi dans Masisi et Bwito (Rutshuru) et parfois une forte querelle parmi les Hutu du Bwisha qui se disputaient le leadership au sein de la communauté hutu en manipulant le clivage UMOJA-MAGRIVI ou carrément la même arme utilisée par leurs rivaux nande: remise en cause de la nationalité du rival. Tout ceci pour dire que le torchon brûlait fortement au sein de la communauté hutu et que celle-ci ne constituait pas un bloc cohésif comme on aurait tendance à conclure sur base des rapports largement répandus sur la guerre de Masisi. La suspension de la MAGRIVI par le gouverneur Kalumbo à la fin du mois de mars 1993<sup>33</sup> n'arrangeait pas seulement les membres des mutuelles BUSHENGE HUNDE/BUUMA, KYAGHANDA, BUNAKIMA, UMUBANO, mais aussi ceux de sa rivale UMOJA (y compris les membres hutu). De même, lorsque, plus tard, le HCR-PT via Vangu Mambene décida d'exclure du territoire national la même MAGRIVI ensemble avec le PANADI<sup>34</sup>, la décision de ce dernier faisait l'affaire de la DSN.

Les rivalités entre et au sein des majorités et minorités numériques se retrouvaient à tous les niveaux de la hiérarchie politico-administrative et alimentaient l'engagement politique sur le terrain, à Goma et à Kinshasa, surtout après la clôture des travaux de la CNS en décembre 1992. Ces querelles intestines étaient alimentées par la propagation de la thèse selon

<sup>30</sup> Le bloc hutu du Masisi et hutu du Bwisha est le seul concurrent des Nande dans les élections; l'exclusion des Hutu de Masisi de la participation aux élections rend les Hutu du Bwisha minoritaires et favorise plus les Nande que ces derniers.

<sup>31</sup> GASANA, N. et al., *Mémoire des communautés hutu et tutsi du Nord-Kivu*, Goma, le 25 avril 1993, p.11; NYARUBWA, L., *Lettre au chef de poste à Luke*, citée dans la note 16.

<sup>32</sup> Voir le témoignage y afférent dans «Le calumet de la paix n'a pas été fumé à Sake», *Le Souverain Plus*, n°1, août 1995, p.2.

<sup>33</sup> KALUMBO, M.J.P., *Arrêté n°01/39/CAB/GR-NK/93 du 27 mars 1993 portant suspension des activités de la MAGRIVI*, Goma, le 27 mars 1993.

<sup>34</sup> VANGU, M.M.B., «Résolution sur l'annulation de l'arrêté d'agrément du parti politique PANADI et sur la radiation de la mutuelle MAGRIVI, Kinshasa, le 28 avril 1995», *La Référence Plus*, n°609 du 5 août 1995, p.2.

laquelle les élections ne sont rien d'autre qu'un simple recensement ethnique ou racial; cette thèse dépassait la sphère de Masisi ou du Nord-Kivu et s'inscrivait dans le cadre beaucoup plus large de la déconstruction du discours politique dans la région des grands lacs. La guerre éclata justement en mars 1993, trois mois seulement après, quand les perspectives électorales étaient imminentes. A qui profitait ce changement de cap?

d. La logique transnationale et la question du pouvoir local et national

Comme signalé plus haut, ce sont les membres du CEREA-UMUBANO qui, à la fois, inscrivaient leurs actions dans la logique transnationale et la lutte pour la conquête du pouvoir local et national. A partir d'avril 1990, ils se sont engagés dans la compétition politique légale aux côtés d'autres partis politiques du pays. Toutefois, cet engagement se heurta, dès le début, à deux problèmes majeurs: la difficulté de recruter des leaders locaux, provinciaux et nationaux à même de faire passer le message du CEREA au sein des populations de plus en plus hostiles aux Tutsi et le rejet de celui-ci par la CNS. Ce double échec entraîna l'abandon de la voie démocratique au profit de l'option militaire: la participation totale dans la guerre du FPR menée au Rwanda à partir de l'Ouganda et de ses bases du Kivu dès le 1er octobre 1990 (la guerre de Masisi de 1993 était, en grande partie, sa matérialisation ou extension)<sup>35</sup> et la guerre du FPR et de l'AFDL au Kivu dès septembre/octobre 1996. La victoire militaire du FPR au Rwanda devrait servir de tremplin vers la prise du contrôle du Kivu. Durant toute cette période, la carte démocratique dominait les discours officiels alors que, dans les faits, les membres du CEREA-UMUBANO faisaient avancer l'agenda militaire.

Comme cela ressort des discours des leaders du FPR et de l'AFDL en 1996, il se cachait derrière la question de la nationalité une autre préoccupation: la revendication en sourdine des «*droits historiques*» (thèse de Berlin II) auxquels se mêlait le relent pour l'expansion d'espace vital; c'est le «*ukwisanzura*» dont parlait John Ndusha dans son «*Joseph Kabila is a Munyarwanda*»<sup>36</sup>.

<sup>35</sup> Elle éclata quand les partisans du FPR étaient les plus et les mieux armés. Ceux-ci parvenaient, dans leur stratégie de division Hunde-Hutu, à armer les deux camps et servir la cause politique et militaire du FPR au Nord-Kivu sans la moindre opposition et ce, jusqu'à sa prise du pouvoir au Rwanda en juillet 1994. Pour l'après- juillet 1994, voir *infra*.

<sup>36</sup> Cité par LUBALA, E., «La contre-résistance dans la zone d'occupation rwandaise au Kivu (1996-2001)», MARYSSE, S., et REYNTJENS, F. (dir.) *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.259.

### 3.1.2. Deux administrations aux enjeux contrastés

Il s'agit des administrations Kalumbo-Bamwisho (1991-juillet 1993) et Moto Mupenda (juillet 1993-novembre 1996). La première administration a été mise en place dans l'euphorie du multipartisme et de la géopolitique. Elle se substituait à celle de Basembe Emina, le dernier gouverneur non originaire du Kivu; ce qui mettait fin à une politique de 25 ans (1966-1991) dans l'affectation des responsables de l'exécutif provincial. C'est sous le mandat de cette administration dirigée par des autorités originaires du Nord-Kivu que la guerre a éclaté. La seconde administration fut installée dans la dynamique du «*courant pacifiste*» (au moins dans les discours officiels car la réalité était une toute autre histoire). Elle resta en place jusqu'à l'avènement de l'administration AFDL; on dirait qu'elle passait la main à cette dernière car un des conseillers de Moto Mupenda lui succéda comme gouverneur de l'AFDL d'abord (novembre 1996-août 1998) et du RCD ensuite (août 1998-2001).

Les deux administrations avaient peu de choses en commun. La division et l'exclusion étaient la pierre angulaire de leurs politiques de gouvernement. Les tensions et confrontations politiques et ethniques croissantes étaient les seuls traits communs. Les différentes manières dont les deux gouverneurs (Kalumbo et Moto Mupenda) les ont gérées étaient, en fait, des réponses différentes à des enjeux différents.

#### a. Administration Kalumbo-Bamwisho

L'administration Kalumbo-Bamwisho était dominée par ceux qui passaient pour autochtones; le groupe majoritaire nande y occupait la part du lion. Le gouverneur, le maire de Goma, les administrateurs (commissaires) des quatre territoires (zones) sur six étaient entre leurs mains, sans compter plusieurs services provinciaux et universités et/ou instituts supérieurs qui virent le jour dans la province. Parmi ces territoires contrôlés par les Nande, il faut citer les trois territoires où la guerre a commencé et s'est étendue: Walikale (Katsuva Terya), Masisi (Dunia) et Rutshuru (Musokoni Matambazi). Ils étaient épaulés par les membres d'autres groupes ethniques (Hunde, Nyanga, Hutu du Bwisha) qui, pour la plupart, étaient membres de la DCF/Nyamwisi. Au niveau du pouvoir central, les Nande avaient la même forte position dans le gouvernement (Kasereka Kasai, Katende Ngunza, Kasongo Kakule, Nyamwisi Muvingi, Kirarahumu Isengoma, Kiro Kimathe, Kaseso Semwayo) et le HCR-PT. Au niveau du gouvernement, c'est le seul groupe ethnique du Nord-Kivu qui a eu un ministre dans les gouvernements qui se sont succédés depuis mai 1990 jusqu'en avril 1993: gouvernements Lunda Bululu, Mulumba Lukoji, Mungul Diaka, Nguz-A-Karl-Ibond, Tshisekedi wa Mulumba et Faustin Birindwa.

L'hégémonie nande était donc une réalité<sup>37</sup>. Pour asseoir cette hégémonie, il fallait deux opérations combinées. D'abord, l'exclusion et/ou la marginalisation des autres des institutions de la transition. Les plus visés étaient bien sûr les «*Banyarwanda*» avec comme premières cibles les Banyabwisha dont le problème de nationalité se pose le moins et les premiers concurrents politiques et économiques tutsi. Les Hunde étaient plus intéressés par cette question dans le Masisi où ils avaient pour cibles les Hutu alors que les Nande avaient un œil sur toute l'étendue de la province. Ensuite, la jeunesse DCF/N fut organisée à l'image de la JUFERI au Shaba. Celle-là fut, en partie, à l'origine de la milice «*Ngilima*» qui était cruciale d'autant plus que Nyamwisi Mvingi avait prédit en 1991 l'imminence d'une guerre civile<sup>38</sup>. Elle l'était dans le cadre soit de l'auto-défense soit de l'offensive. Le recrutement s'est fait dans toute la région où s'était étendue la DCF/N, de Goma à Kisangani comme l'a décrite M. Kabongo dans son «*Voyage au coeur d'un parti politique*» (supra). Batabiha Bushoki atteste que les éléments de la milice «*Ngilima*» sont entrés dans la guerre assez tôt aux côtés de la milice hunde dans le Bwito, en fait dès le début des hostilités<sup>39</sup>.

Si Kalumbo suivait plus l'évolution des événements dans la zone de Rutshuru où la compétition Nande-Hutu est toujours vive car elle se situe dans l'aire d'expansion nande avec Vitshumbi, Kiwandja et Kibirizi comme points les plus avancés, le vice-gouverneur Bamwisho (Nyanga) était plus intéressé, voire visiblement engagé, dans la guerre de Walikale et Masisi aux côtés des Nyanga et Hunde. Il y avait à cela deux raisons: il partageait le même sentiment que ses frères nyanga sur la tournure éventuelle du paysage politique en cas d'élections, mais il avait fraîchement à l'esprit la mort de son père, ancien professeur à l'UNAZA, député et recteur du campus de Kisangani, que lui et les leurs imputent aux «*Banyarwanda*»<sup>40</sup>. A cela s'ajoutait la question d'une concession de terres qui avait opposé son feu père à Cyprien Rwakabuba. La vengeance n'était pas un vain mot dans son cas ni un élément négligeable dans le déclenchement des hostilités, d'autant plus que l'on fait état de son voyage à Walikale qui est interprété comme étant un feu vert donné pour les massacres de Ntoto.

L'administration coutumière de Masisi et de Bwito était chapeauté à tous les niveaux (5 collectivités, 22 groupements et la plupart des localités)

<sup>37</sup> DHEBA, P., «Le DG de l'ISC/Goma, M. Kambale K., parle de l'enseignement supérieur au Nord-Kivu et de la nandelisation», *La Référence Plus*, n°537 du 30 mars 1995, p.4.

<sup>38</sup> NYAMWISI, M., «On s'achemine vers une guerre civile», *Hebdo JUA* du 16 au 21 mars 1991, p.2. Son petit frère Nyamwisi Mbusa reprit la tête de la DCF/N. Il devint, dans la suite, le premier président de l'Assemblée Générale du RCD et l'allié clé de l'Ouganda avec Ernest Wamba Dia Wamba, Mbogemu Atenyi Tibasima et Jean-Pierre Bemba avec lesquels il entra en conflit ouvert.

<sup>39</sup> BATABIHA, B., *Memo sur les affrontements ethniques à Masisi-Walikale*, Goma, le 8 décembre 1993, p.2.

<sup>40</sup> SOCIETE CIVILE DU NORD-KIVU, *Déclarartion de politique générale à la CNS*, Kinshasa, 1992, p.21.

par les Hunde. La gendarmerie qui avait remplacé la police était nettoyée des éléments hutu et tutsi et leur nombre venait d'être augmenté anormalement à la veille des hostilités. Les postes d'encadrement territorial étaient dirigés par des commissaires des zones assistants résidents, tous Hunde, Nyanga, Tembo et Nande contre un seul Hutu du Bwisha. Leur nombre venait également d'être augmenté à la veille de la guerre.

b. Administration Moto Mupenda

Par contre, Moto Mupenda a été installé au gouvernement au détriment des quatre prétendants au pouvoir: Kasereka Kasai, Kakule Mbahingana, Général Katsuva et Cyprien Rwakabuba<sup>41</sup>, et d'autres (Midagu Bahati, Salumu Muhima, Farini, Mishiki, Balikwisha)<sup>42</sup>. Il était le candidat des Tutsi. Contrairement à Kalumbo qui était jeune, sans expérience politique et agissait dans l'ombre de Nyamwisi Muvingi, Christophe Moto Mupenda appartient à un groupe minoritaire au Nord-Kivu, à savoir le groupe Lega de Walikale appelé couramment Kano et, en principe, non impliqué dans les conflits en cours au même titre que les autres groupes ethniques. Ancien de l'administration (il était directeur de région sous Kalumbo), il était bien au courant des intrigues politiques du Nord-Kivu qu'il a suivies depuis 1960 et ne manquait pas d'alliés parmi les grands acteurs de la politique provinciale à partir de Kinshasa. Le premier élément nouveau par rapport à l'administration précédente fut la suppression du poste de vice-gouverneur pour des raisons inexplicables et dans un contexte où la course aux postes était intense. Moto Mupenda restait seule autorité provinciale; il était nommé gouverneur intérimaire; alors que l'intérim est réglementairement de six mois, il est resté intérimaire jusqu'en novembre 1996, soit pendant plus de trois ans. Le deuxième élément nouveau fut la dilution du caractère autochtone de l'administration avec l'entrée en force de ce qu'on appelle «*allochtones*», la plupart membres du CERECA-UMUBANO<sup>43</sup> et les membres cooptés d'autres organisations.

<sup>41</sup> «Manoeuvres politiques à la territoriale au Nord-Kivu. Qui de Rwakabuba, Kakule Mbahingana, Kasereka Kasai et le général Katsuva succédera à Kalumbo?», *Hebdo JUA* du 15 mai 1993, p.5.

<sup>42</sup> KAHINDO, M.T., «Moto Mupenda: Je tiens à me rendre utile», *Hebdo JUA*, n°448 du 25 octobre 1993, p.7.

<sup>43</sup> Cette administration à domination tutsi entra en fonction au mois où au Burundi le président élu Melchior Ndadaye (Hutu) venait de prêter serment à l'issue de sa victoire aux élections au détriment de Buyoya (Tutsi). On sait qu'au cours du mois suivant (4 août 1993), les accords d'Arusha au Rwanda ont été signés; deux mois après (octobre 1993), Ndadaye fut tué par l'armée de son pays; deux mois après (décembre 1993), le cheval de Troie (le contingent militaire du FPR de 600 hommes dans le cadre de l'opération «*clean corridor*») fit son entrée dans la ville de Kigali; moins de quatre mois après (6 avril 1994), les présidents Juvénal Habyarimana (Hutu) du Rwanda et Cyprien Ntaryamira (Hutu) du Burundi (successeur de Ndadaye assassiné) furent tués au dessus de la ville de Kigali; deux ans après (juillet 1996), Buyoya revint au pouvoir au Burundi par un coup d'Etat contre le Président Sylvestre

L'entrée des membres du CERE-UMUBANO à la faveur de la guerre dans une administration où ils étaient exclus avant son déclenchement est un signe que quelque chose s'était passé pendant les trois mois de la guerre (mars-juillet 1993) ou que la guerre prenait un autre tournant. Elle fut suivie par leur contrôle des postes et points stratégiques dans la province: gouvernorat, zones cibles de Rutshuru et de Masisi. Les Tutsi, membres du CERE-UMUBANO, furent incorporés dans l'équipe de conseil du nouveau gouverneur; l'un d'entre eux, Léonard Kanyamuhanga Gafundi fut justement son successeur en novembre 1996 comme gouverneur de l'AFDL. La zone de Rutshuru, stratégique en tant que point de passage des recrues du FPR de Masisi vers le Rwanda via l'Ouganda, fut placée entre les mains des Tutsi dont certains étaient proches de Cyprien Rwakabuba. Il s'agit notamment de la cité de Kiwandja dont le maire Kamanzi Rusengo deviendra l'administrateur du territoire de Rutshuru pour le compte de l'AFDL et du RCD, les groupements de Jomba, Busanza et de Bweza qui font frontière avec l'Ouganda. Dans le Masisi, les groupements de Nyamitaba (ancien chef-lieu de la chefferie de Gishari dirigée par Bideri et Wilfrid Bucyanayandi entre 1941 et 1957) et de Kibabi<sup>44</sup> étaient confiés également à des Tutsi, respectivement Léonidas Murengezi (éleveur et commerçant) et Stanislas Kananura Ngiyiwabo (gradué de l'ISP/Bukavu et ancien professeur à l'Institut Kizito/Mweso). Mweso sur l'axe Masisi-Rutshuru et Bibwe (espace contrôlé par les ONGD à dominance Tutsi, à savoir l'UCOOPANOKI, l'ACODRI et GRACE) étaient placés entre les mains de Hutu fidèles dont notamment Bizumuremyi (dernier cas). Kananura fut élevé au rang d'administrateur AFDL du territoire de Masisi en novembre 1996; cette place aurait dû revenir à Léonidas Murengezi de Nyamitaba s'il n'avait pas été tué en novembre 1995 près de Sake. En bref, la reprise du pouvoir dans l'ancienne chefferie de Bideri et de Bucyanayandi était chose faite en juillet 1993; il fallut attendre octobre-novembre 1996 pour que toute la zone de Masisi tombe sous le contrôle effectif des Tutsi. La guerre permettait ainsi aux Tutsi de récupérer un momentum politique qui avait commencé à s'effriter dans la province depuis la remise en cause de la machine du MPR qui leur avait permis d'émerger et de faire asseoir le pouvoir politique et économique à travers le

---

Ntibantunganya (Hutu, successeur de Ntaryamira tué); et, comme pour boucler la boucle, deux mois après (septembre 1996), les trois commandements militaires de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi envahirent l'Est de la RDC. Pendant que les assassinats ciblés des leaders hutu se succédaient au Burundi et au Rwanda, le Nord-Kivu jouait à la pacification (dès juillet 1993), un programme qui contrastait avec l'évolution interne au Burundi et au Rwanda et qui était piégé par la militarisation simultanée de la province et l'arrivée des réfugiés hutu rwandais dès juillet 1994. Ces deux phénomènes finirent par entraîner l'ensemble du Kivu dans l'ouragan.

<sup>44</sup> Les deux groupements sont pratiquement les noyaux de l'intelligentsia de Masisi. L'épuration ethnique opérée par l'AFDL en 1996-1997 dans les deux groupements fut la plus sélective et la plus massive (Nyamitaba, Nyakariba, Muheto, Kibugu, Rushinga, Kagusa, Rukwi/Gasoko, Rutonya/Karamo, Mpanamo, Bikenge, Kahana, Oso, Bihambwe, Mema, Kisuma, Rubaya, Mumba, Kanyaru, Kibabi, Kinigi, Mbitso/Bukumbiriri) que dans toutes les autres parties du Masisi.

pays. Elle permettait de balayer l'ordre mis en place par Nyamwisi en 1991. Sur ce point, une comparaison intéressante peut être faite avec le Shaba. Au Shaba où Nguz, Kyungu wa Kumwanza et l'UFERI sont restés maîtres du terrain politique à l'issue de l'affaire des Kasaiens. Au Nord-Kivu, la guerre n'a pas profité à Nyamwisi; au contraire, il y a perdu la vie, son poulain Kalumbo a été éjecté du pouvoir et, en fin de compte, son ethnie nande a été évincée de sa position hégémonique au profit des Tutsi.

En réalité, les parrains de Moto Mupenda poursuivaient trois objectifs: mettre fin à l'hégémonie nande représentée par l'ordre DCF/Nyamwisi, combattre les membres de la MAGRIVI en collaboration avec les autorités coutumières hunde et donner un coup de pouce à la victoire militaire du FPR au Rwanda. Il y avait deux cartes à jouer pour atteindre ces objectifs: la campagne de pacification et la militarisation de la province décidées par le gouvernement central à Kinshasa (gouvernement Birindwa). D'un côté, il fallait tenir officiellement le discours pacifiste tout en continuant en sous-main la poursuite de l'armement dans certains camps en conflit et l'intensification de la guerre du FPR au Rwanda. De l'autre côté, il fallait instrumentaliser le commandement militaire<sup>45</sup>, ce qui permettait d'avoir un œil sur la sécurité militaire et civile. De toutes les façons et, contrairement à ce qu'on dit souvent, la pacification a traîné les pieds avant même l'arrivée des réfugiés et l'armée a créé plus de chaos qu'elle n'en a résolu à cause de ces ingrédients extérieurs et des ambiguïtés de la campagne de pacification où chacun tirait la couverture de son côté<sup>46</sup>. On parlait officiellement de la paix alors qu'en réalité on s'armait et on se ménageait de nouveaux espaces pour avoir le dessus sur l'ennemi. La campagne de pacification aura été la poursuite de la guerre par d'autres moyens et la militarisation un coup de pouce aux manœuvres militaires et politiques du CERIA-UMUBANO-FPR.

### 3.2. La crise des réfugiés hutu, piège pour le pays (juillet 1994-octobre 1996)

Trois éléments sont à noter dans ce cadre. L'arrivée des réfugiés rwandais a coïncidé avec le retour à la tête du gouvernement central à Kinshasa de Kengo wa Dondo pour la troisième fois en juin/juillet 1994<sup>47</sup>.

<sup>45</sup> GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE, *op. cit.*, p.31; MOPEPE, S., «Insécurité. Les FAZ et le pouvoir accusés au Nord-Kivu», *La Référence Plus*, n°803 du 10 juillet 1996, p.3. Le même auteur devient plus précis ailleurs en déclarant que: "Moto Mupenda est accusé d'être de connivence avec le lobby rwandais et de travailler pour faire asseoir l'hégémonie rwandaise dans le Masisi", «Nord-Kivu. Le réfugiés zairois du Masisi abandonnés à leur sort», *La Référence Plus*, n°742 du 25 mars 1996, p.2.

<sup>46</sup> TULINABO, A., «Après Masisi et Walikale, Rutshuru s'enflamme», *Bulletin du Souverain Primaire*, du 16 au 31 juillet 1993, p.9.

<sup>47</sup>H.D.M., «Politique nationale. Le HCR-PT a fini sa messe noire. Bonjour Kengo, le pays se suicide», *Le Potentiel*, n°427 du 3 juin 1994, p.11; «Le FMI impose Kengo à Mobutu et au HCR-PT», *Le Potentiel*, n°704, 1995, p.1.

Ces réfugiés venaient s’installer dans un Nord-Kivu dont l’administration était déjà sous le contrôle du CEREA-UMUBANO (alliés du FPR) depuis un an. Les camps furent installés sur un petit territoire qui s’étire de Rutshuru au Nord au Lac vert au Sud (à mi-chemin entre Goma et Sake, porte d’entrée vers Masisi), en chefferies Bwisha (Rutshuru), Bukumu (Nyiragongo) et Kamuronza (Masisi)<sup>48</sup>. Ces chefferies sont occupées essentiellement par des Hutu autochtones. La création d’une confusion parmi eux était une stratégie à court, moyen et long terme, du moins dans le calcul électoral. Dorénavant, la qualité «*d’autochtone du Bwisha*» perdait de sa pertinence et devenait aussi une source de controverse comme toute autre qualité.

### 3.2.1. *Les dits*

La crise des réfugiés a été suffisamment couverte par les médias et des études et rapports divers ont été publiés à ce sujet par des anciens et «*nouveaux*» experts<sup>49</sup>. Nous pouvons résumer l’essentiel de leurs contenus en ces quelques mots. Les réfugiés sont présentés comme une bande de génocidaires, donc des criminels qui ne devraient inspirer aucune pitié. D’ailleurs, le HCR a été, plus d’une fois, pris à partie et accusé de dépenser les revenus des contribuables pour nourrir ces criminels. Le trafic d’armes pour la reconquête du pouvoir au Rwanda de connivence avec Mobutu, la prise de la population en otage par les anciens leaders (appelés «*intimidateurs*» à un certain moment), l’exportation de la haine ethnique et de l’idéologie du «*Hutu majoritaire*» au Zaïre, le pillage et l’extermination du cheptel bovin du Masisi<sup>50</sup>, la coalition avec les Hutu congolais dans la guerre du Masisi, la persécution et l’extermination des Hunde, Nyanga, Tembo et Tutsi en vue de la création d’un «*Hutuland*»<sup>51</sup>, la destruction de la faune et de la flore, l’exercice déloyal du commerce au détriment des Congolais sont autant d’accusations ou d’éléments inscrits au passif de leur présence au Nord-Kivu.

Les opposants à Mobutu y ont trouvé leur compte. Ils disaient que ce dernier y voyait une pépinière de ses électeurs dans son bras de fer avec

<sup>48</sup> Il y avait un refus catégorique de les installer plus de loin de la frontière, à plus de 150 km comme le stipule la convention du HCR. Et jusqu’à la destruction de ces camps, aucun effort n’a été déployé dans ce sens par le gouvernement zaïrois et le HCR ne semble pas avoir fait une pression dans ce sens.

<sup>49</sup> Nous soulignons les thèses dominantes cependant sans y apporter les nuances par ailleurs nécessaires.

<sup>50</sup> Et pourtant, il y a des témoignages qui font état du «*commerce des vaches juteux pour les chefs militaires derrière les combattants*» et du «*trafic des vaches vers le Rwanda qui était également l’oeuvre de certains chefs militaires*», MENGA, L.L., «*Nettoyage à la tête des FAZ dans le Kivu*», *La Référence Plus*, n°810 du 22 juillet 1996, p.5.

<sup>51</sup> D’autres allaient plus loin en disant que Kagame armait les réfugiés hutu pour les aider à s’installer dans le Masisi, GEAD, «*Attention. Boutros Ghali demande que les réfugiés rwandais soient intégrés parmi les populations zaïroises*», *Trou de serrure*, n°1/96, Goma, février 1996, p.2.

Tshisekedi<sup>52</sup> et un instrument de chantage auprès des bailleurs des fonds et, partant, un moyen de redorer son blason par un prestige international et en tant qu'interlocuteur incontournable dans la crise régionale.

### 3.2.2. *Les non-dits*

Beaucoup de choses n'ont également pas encore été dites. Nous donnons ci-après ce que nous estimons nécessaire pour la compréhension des répercussions de la crise des réfugiés sur la situation de terrain au Nord-Kivu et le danger qu'elle constituait pour le pays. D'abord, la présence de deux armées, FAZ et FAR, sur le territoire zaïrois laissait croire que Mobutu était le premier bénéficiaire de la crise rwandaise car, estimait-on, il pourrait les mobiliser avec succès contre ses voisins rwandais ou ougandais. Ce qui n'arrangeait pas les stratèges de l'ordre régional. La destruction des FAR et l'élimination des milices «*interahamwe*» furent la priorité des priorités pour sécuriser le régime FPR; la question de la réconciliation des Rwandais était donc renvoyée aux calendes grecques<sup>53</sup>. Ensuite, la crise des réfugiés a entraîné l'implication de pays étrangers, soit directement (Ouganda, Rwanda et Burundi), soit indirectement à travers certaines ONG internationales qui ont afflué dans la région et dont les actions étaient déterminées, d'après Colette Braeckman, par les gouvernements occidentaux qui les finançaient<sup>54</sup>. D'emblée, elle transformait la crise locale endémique en crise internationale. L'administration Moto Mupenda dominée par le CEREAL-UMUBANO et la forte présence d'éléments des FAZ (gendarmes et soldats de la DSP) facilement corruptibles étaient des atouts majeurs. La preuve est que toutes les armes qui ont été saisies des FAR, ont été vendues, aux Banyamulenge et/ou à l'APR, aux autres combattants de l'AFDL, aux milices locales et, selon certains observateurs, revendues aux soldats des ex-FAR. Enfin, la concertation tripartite entre le gouvernement zaïrois, le gouvernement rwandais (FPR) dont les réseaux zaïrois étaient encore opérationnels et le HCR posait problème dans la mesure où les violons ne s'accordaient pas entre la présidence (Mobutu) et le gouvernement (Kengo) du Zaïre. Ce manque de cohésion jouait au détriment des réfugiés et du pays.

Tous les facteurs précités permettaient au Rwanda d'exporter la guerre de l'intérieur vers le Congo. L'argument était double: le surarmement des camps et la prévention du génocide. Plusieurs actions furent menées pour éliminer ce danger. D'abord, le transfert des rebelles du Ruwenzori (Beni)

<sup>52</sup> KEMBERE, L., «Goma, future capitale des Grands Lacs», *Le Potentiel*, n°513 du 2 septembre 1994, p.2.

<sup>53</sup> Voir l'indignation de l'archevêque Christophe Munzihirwa, *Problématique des réfugiés rwandais au Kivu (Zaïre) et danger d'implosion dans la région des Grands Lacs. Lettre au Dr Boutros Boutros Ghali, Secrétaire Général des Nations Unies*, Bukavu, le 15 mars 1995, pp.1-3.

<sup>54</sup> BRAECKMAN, C., *L'enjeu congolais. L'Afrique centrale après Mobutu*. Paris, Fayard, 1999, pp.139-140.

dans Kirotshé-Bweremana (Masisi) en décembre 1994, résultat de la complicité de Museveni et l'administration Moto Mupenda<sup>55</sup>. Ensuite, la mise au point de la coalition APR-CEREA-UMUBANO-milices «*mayi mayi*», «*ngilima*»-une partie de l'opposition anti-Mobutu et l'application d'une politique d'encerclement<sup>56</sup>. Le but était de refouler les Hutu congolais des montagnes de Walikale, Masisi et Rutshuru vers les camps situés sur la frontière. C'est ce qui explique en grande partie les attaques offensives qui portaient chaque fois de Walikale et Lubero vers Masisi et Bwito. Cette politique est l'une des causes qui ont déterminé certains réfugiés de s'impliquer dans certains affrontements de l'hinterland. Ceci était d'autant plus sérieux qu'à partir de 1995, les infiltrations de commandos de la mort et des éléments de la future AFDL se sont intensifiées<sup>57</sup>. La confusion sur le terrain au cours des deux années 1995-1996 résultait de plusieurs faits: l'arrivée des troupes de Kinshasa («*Opération Kimya*» et «*Opération Mbata*») contre les ex-FAR, les «*interahamwe*» et milices locales («*mayi mayi*» et «*ngilima*»), l'infiltration des éléments avancés de l'APR et la chasse aux Tutsi se passaient sur un même terrain sans qu'on sache qui téléguidait les événements. En même temps, certains miliciens hunde et autres alliés étaient amenés au Rwanda pour l'entraînement par le FPR/APR. Toujours est-il que les camps des réfugiés ont été attaqués à partir des points-arrière: collines de Kirotshé-Sake (Masisi), concession de Kasuku à Tongo (Bwito) et concession des Italiens Mondo Giusto à Rubare et Bunagana/Jomba (Bwishá). Pour beaucoup de leaders du Kivu, la participation aux côtés de l'APR et au sein de l'AFDL était motivée davantage par le mot d'ordre du ROPE (Regroupement de l'opposition parlementaire de l'Est) plutôt que par la libération (opposition anti-Mobutu) qui était dans les discours officiels de tous. Enfin, la mise au point d'un plan de destruction des camps qui n'avait rien à faire avec le retour forcé (appliqué à plus de 15.000 expulsions)<sup>58</sup> et n'arrangeait ni Kigali et ses

<sup>55</sup> NZABARA, M.F.X., «La guerre dans la zone de Masisi», *Dialogue*, n°192, août-septembre 1996, p.60; SUMAILI, P.N.A., «Conflit interethnique dans le Masisi. Le gouverneur, accusé par l'ADZ d'avoir favorisé l'émergence de la rébellion Katuku», *La Référence Plus*, n°704 du 19 janvier 1996, p.3.

<sup>56</sup> Même s'il n'y a pas eu une coordination dans ce sens, les préoccupations du ROPE (Regroupement de l'opposition parlementaire de l'Est) vis-à-vis des réfugiés rejoignaient celles du gouvernement rwandais, voir «Zaire-Rwanda-Burundi. Le ROPE demande à la population du Kivu de chasser elle-même les réfugiés rwandais et burundais», *Le Potentiel*, n°674 du 18 septembre 1995, p.6. En plus, la collusion UDPS-FPR semblait être effective, lire EYENGA, S., «Selon le frère de Tshisekedi, Paul Kapita, l'UDPS complot avec le FPR pour faire la sécession du Kasai», *HEDDO JUA* du 5 juin 1995, p.2.

<sup>57</sup> ESSOLOMWA, N., «Des complots d'assassinats de hautes autorités africaines de la sous-région visées par le FPR», *Elima*, 1 juillet 1995, pp.2 et 3; BIRHUMANA, M.J.B., *Mémoire sur la situation au Nord et au Sud-Kivu*, Kinshasa, novembre 1996, pp.16-17.

<sup>58</sup> «Zaire-Rwanda. L'expulsion des Rwandais se poursuit», *Le Potentiel*, n°664 du 23 août 1995, p.2 ; «Kengo ne sortira pas du piège rwandais que par capitulation», *Le Potentiel*, n°704 du 4 décembre 1995, pp.1 et 8.

parrains, ni les réfugiés; il visait à les disperser dans la nature, à défaut de les exterminer. Cette dernière étape s'est déroulée devant les caméras du monde.

#### 4. UN NOUVEL ORDRE, UN TRIPLE PARADOXE (NOVEMBRE 1996-MARS 2002)

La présence des réfugiés hutu en dehors du Rwanda depuis juillet 1994 a permis au gouvernement FPR/APR de réaliser deux ambitions: exporter la guerre contre les Hutu au Kivu et dans toute la région des grands lacs. L'opération des commandos d'assassinats en RDC et dans toute la région dont parlaient les hommes apparemment bien informés, à savoir le député du Sud-Kivu, Birhumana, et d'un journaliste kinois, Essolomwa, et l'occupation effective des régions sur lesquelles pesaient les prétentions des «*droits historiques*» (territoires d'Idjwi et de Kalehe au Sud-Kivu, de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo au Nord-Kivu) sont les moyens et stratégies utilisés pour cette fin. En conséquence, la chasse aux Hutu, la politique d'occupation des régions sus-mentionnées ainsi que la ruée vers les richesses minières ont mis les populations du Nord-Kivu en particulier et de l'Est de la RDC en général en otage, otage d'un nouvel ordre économique, politique, démographique et stratégique régional et d'un dessein hégémonique, voire expansionniste, du Rwanda.

Tout a été mis en place, depuis novembre 1996, pour matérialiser ces agendas qui ne sont plus cachés. L'occupation du Nord-Kivu par le Rwanda via l'AFDL/RCD interposé est donc une réalité déjà quelque six ans. Le seul changement qui a eu lieu depuis lors est double. Le premier est «*le contrôle de l'ensemble du territoire national et les rouages du pouvoir et toute l'armée d'un pays cent fois plus vaste que son propre territoire*»<sup>59</sup> entre mai 1997 et août 1998. Rien ne mettait en cause cette situation de fait. Car les quatre gouvernements de Kigali, Kampala, Bujumbura et Kinshasa s'accordaient ou s'accommodaient malgré eux. Le deuxième changement est la guerre qui fit naître le RCD car il aurait été créé à Kigali deux semaines après son déclenchement le 2 août 1998 selon l'ancien gouverneur du Sud-Kivu et notre collègue feu Jean-Charles Magabe<sup>60</sup>. Du mois d'août 1998 jusque à aujourd'hui, elle a entraîné la rupture du cordon ombilical Kigali-Kampala-Kinshasa et Kigali-Kampala et fait de l'Est de la RDC un champ de compétition hégémonique de Kampala et de Kigali et renforcé le pessimisme quant à la récupération de ces territoires par le gouvernement central à

<sup>59</sup> BOLAKI-KHUABI, F., *Kabila et TELECEL-Congo. Lorsqu'un régime politique taré s'accommode avec la mafia*, s.l., 2000, pp. 3-4. Au delà de l'exagération dans la proportion des dimensions que l'auteur donne entre le Rwanda et le Zaïre, il faudrait retenir ce qui est ici plus important, à savoir le contrôle de tout le pays (y compris les services des renseignements) pendant plus d'une année (mai 1997-juillet 1996. 1998) par les Tutsi, sans parler des provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu qu'ils contrôlent sans interruption depuis novembre

<sup>60</sup> MAGABE, J.C., *La situation socio-politique au Sud-Kivu après l'agression du 2 août 1998*, Séminaire du REC, Bruxelles, décembre 1998, p.3.

Kinshasa. L'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila (16 janvier 2001) qui, à la tête de l'AFDL, avait couvert les massacres des Hutu (congolais, réfugiés rwandais et burundais) et chassé Mobutu du pouvoir en mai 1997 avec l'aide de l'Occident (notamment les Etats-Unis), a fragilisé davantage l'autorité centrale à Kinshasa et placé le Rwanda et l'Ouganda dans une position plus confortable dans leurs ambitions à l'Est du pays.

La perte du contrôle du Nord-Kivu par le gouvernement central et sa scission entre deux zones contrôlées par Kampala et Kigali sont les deux principaux faits du nouvel ordre post-Mobutu au Nord-Kivu. Nous l'examinons à travers une trilogie de paradoxes.

#### 4.1. Discours démocratique et politique du «BIG STICK»

Le mot démocratie se trouve bien inscrit dans les noms de l'AFDL et du RCD (voir les deux «D»). Ni la façon d'accéder au pouvoir (par les armes et non par les urnes), ni celle de l'exercer (l'application de la politique de la terre brûlée, la réduction excessive des espaces d'expression et, partant, l'imposition d'un discours unique) n'en sont pas l'expression. Le rejet des régimes AFDL et RCD par le peuple a toujours entraîné plus de répressions, renforcé leurs raidissement et isolement et, au bout du tunnel, l'accroissement du fossé entre le peuple et les dirigeants, lesquels ont du mal à se trouver une légitimité et à se faire accepter.

#### 4.2. Atavisme et globalisation

La montée de la conscience atavique chez certains leaders du FPR et celle de la globalisation constitueraient la deuxième forme de paradoxe. L'atavisme est le fruit des préoccupations intellectuelles et politiques orientées vers l'enracinement dans le passé, à savoir le «*mythe fondateur du Grand Rwanda précolonial*». Porteuse d'arriérisme et de progressisme à la fois, ce mythe repose sur une idéologie militariste (une autre forme de l'atavisme schumpeterien qui était explicite, fin 1996-début 1997, dans l'exaltation du «*guerrier*» Rwabugiri et des exploits militaires réels ou supposés qu'on lui accrédite dans certaines contrées du Kivu à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle) au maquillage anti-ethniste<sup>61</sup>; c'est elle qui, on ne peut plus en douter aujourd'hui, a inspiré le coup de force au Kivu au nom de la nationalité d'abord et sous prétexte de recouvrer «*les droits historiques*» ensuite. La globalisation, quant à elle, est une impulsion de l'expansion du libre marché (ou capitalisme que certains qualifient de «*sauvage*») sur tous les coins du

<sup>61</sup> Lire RUTAZIBWA, P., «Grands lacs: la question Tutsi n'est pas un détail», *Agence Rwandaise d'Information*, n°110 du 1 au 7 octobre 1998; TEGERA, A., «République Démocratique du Congo: implosion et chaos ou douleurs d'enfantement d'un ordre nouveau», *Regards croisés*, Goma-Kigali, décembre 1998; NASHI, E., «Le pouvoir en RDC: collusion entre pouvoir, ethnie et dictatures militaires», *L'Africain*, n°189/190, pp.14-20.

globe avec comme arrière-fond économique et politico-culturel l'élimination des barrières entre les peuples et l'éclatement de ce qui les sépare, qu'il s'appelle «*frontières politiques rigides*» ou protection du marché intérieur contre la concurrence extérieure. La fluidité ou la flexibilité des frontières et la politique de la porte ouverte sont les deux versants de la globalisation. Le trait commun entre les deux cas (atavisme et globalisation) réside dans le fait que la domination et l'oppression font bon ménage dans le vécu quotidien.

Dans l'ordre économique actuel au Nord-Kivu et dans l'Est de la RDC, tout est en train d'être détruit systématiquement pour en faire non pas un pôle de développement, mais une périphérie par rapport au centre qu'est Kigali (Rwanda)<sup>62</sup> et/ou Kampala (Ouganda). Ces deux capitales des «*Etats-pivots*» (expression de Zbigniew Brzezinski)<sup>63</sup> pour les Etats-Unis et la Grande Bretagne dans la région des grands lacs sont elles-mêmes les relais d'un vaste marché sans frontières ou, mieux les points les plus avancés de cette «*corne conventionnelle de l'Afrique*» (administration Bill Clinton)<sup>64</sup> qui, elle, est un projet répondant aux impératifs qui transcendent les aspirations des peuples de l'Afrique centrale (y compris même les leaders du NRA et de l'APR qui, sous l'étiquette fallacieuse d'un nouveau leadership africain, jouent aux marionnettes et aux pyromanes) et dans lequel des moyens colossaux sont mis en oeuvre.

---

<sup>62</sup> La contribution de Matundu Lelo dans cet annuaire montre que le secteur de l'enseignement supérieur n'est pas épargné dans ce processus de la satellisation et la «*périphérisation*» de l'Est de la RDC.

<sup>63</sup> Cet ancien secrétaire d'Etat américain dans l'administration Jimmy Carter en donne la définition suivante: «*the states that have the capacity and the national will to exercise power or influence beyond their borders in order to alter-to a degree that affects America's interests-the existing geopolitical state of affairs*», *The Great Chessboard. American Primary And Its Geostrategic Imperatives*. New York, Basic Books, 1997, p.40.

<sup>64</sup> MORSE, T., *Usaid Greater Horn of Africa Initiative*. A contribution to the Eighth Annual Hunger Research Briefing and Exchange, Brown University/Providence in Rhodes Island (USA), April 06, 1995; BEDNAREK, J., «Grands lacs. D'un enfer à l'autre», *Africa International*, décembre/janvier 1997, pp.12-15; LEMARCHAND, R., «La politique des Etats-Unis dans l'Afrique des Grands Lacs», MARYSSE, S., et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 1998-1999*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 355-369; KINTU, R., «Tutsi Invasion of Congo. A Report of a Visit to Congo in September 1998», <http://africa2000.com/UGANDA/udc.Congo.html>; BARACYETSE, P., *L'enjeu géopolitique des transnationales minières au Congo. Puissance et hégémonie. Le pouvoir-l'argent-les mercenaires -les medias-les origines de la tragédie africaine*. Dossier de l'ASBL/VZW S.O.S Rwanda-Burundi, Bruxelles, 2000 et spécialement le rôle de l'AMFI (American Fields Inc. of Hope, Arkansas, Etat dont Bill Clinton fut gouverneur avant d'être élu Président des Etats-Unis) dans la guerre qui sévit au Congo depuis 1996, pp.17-20. Cette corne conventionnelle de l'Afrique fait songer au bassin conventionnel du Congo mis en avant par les puissances coloniales européennes dans le cadre de l'élaboration de la chartre coloniale ou le partage colonial de l'Afrique sur papier à Berlin/Allemagne (novembre 1884-février 1885).

### 4.3. Hégémonie et réconciliation nationale

L'administration APR/AFDL/RCD (dans la zone d'occupation rwandaise notamment), qui a remplacé l'administration Moto Mupenda en novembre 1996, est caractérisée par la domination des Tutsi sur les autres groupes ethniques au moyen des armes et avec le soutien du pouvoir de l'Etat AFDL ou de l'administration RCD. Ce constat est étayé par quelques faits concrets ci-après.

Tout à Goma et dans l'ensemble de la zone d'occupation rwandaise est coordonné à partir de Kigali<sup>65</sup> où Kagame (alias Kagame, the «*butcher*») et les membres de son clan (ses alliés au sommet du FPR) trônent à la tête du gouvernement, de l'armée et des entreprises commerciales qui tirent le plus de profits de la guerre minière en RDC. Leur relais local semble être Bizima Karaha<sup>66</sup>, membre du Conseil exécutif du RCD chargé de l'administration du territoire et de la sécurité sur l'ensemble de la zone contrôlée par le Rwanda. C'est lui le personnage clé dans la politique rwandaise au Nord-Kivu. Le gouverneur Léonard Kanyamuhanga Gafundi (novembre 1996-2001) était moins fort dans cet enjeu car il ne représentait que la faction des Tutsi congolais, notamment de Jomba et Bwito d'où il était originaire. Sa mort et son remplacement par un Hutu, Serufuri, n'a rien changé dans cette configuration car celui-ci est moins influent que plusieurs acteurs d'ombre et se trouve prisonnier d'un groupe de gardes-corps Tutsi qui le tiennent à l'oeil partout, même dans ses voyages à l'étranger comme on l'a constaté lors de son dernier passage à Bruxelles<sup>67</sup>. Sans parler de l'armée où les autorités répondent aux injonctions de Kigali et n'ont pas donc une marge de manoeuvres autonomes, il faut signaler le contrôle des deux zones cibles, Rutshuru et Masisi, par des Tutsi depuis novembre 1996 (Kamanzi Rusengo dans le premier cas, Kananura Ngiyiwabo et Paul Sebihogo, un ancien grand séminariste de Murhesa qui a évolué dans le sillage de Mgr Faustin Ngabu à l'évêché de Goma, dans le deuxième cas). Ils étaient épaulés, du sommet vers le bas, par des gens qui étaient, pour la plupart, les activistes dans la campagne de la pacification (membres de la commission régionale ou provinciale et des comités locaux de paix) que nous ne reprenons pas ici. Leur stabilité aux postes de commande contraste avec l'instabilité des leaders congolais non-tutsi, surtout au sein du RCD. Il est clair que, depuis la fin de

<sup>65</sup> Bernard Leloup donne quelques éléments supplémentaires en parlant des relations de dépendance entre Kigali et le RCD-Goma dans le présent annuaire.

<sup>66</sup> Déogratias Bugera, ancien secrétaire général de l'AFDL et représentant des Tutsi du Nord-Kivu présenté officiellement comme l'homme fort au départ, semble avoir été relegué au second plan. La montée en force de Azarias Ruberwa et Moïse Nyarugabo dans un contexte de tensions grandissantes entre Kigali et les Banyamulenge (affrontement armé entre le groupe de Masunzu et l'APR) viserait, en partie, à réduire le mécontentement parmi les leaders banyamulenge.

<sup>67</sup> Avec Serufuri, Kigali veut utiliser et manipuler beaucoup de Hutu dans le raffermissement de sa position au Nord-Kivu.

1996, l'emprise tutsi sur les deux régions de Rutshuru et Masisi -d'où est parti le feu en mars 1993- fut plus forte qu'elle ne l'était en juillet 1993. Non seulement elle est devenue forte, mais aussi elle a fait d'une grande partie de la province du Nord-Kivu une sorte de la province rwandaise ou l'appendice territorial du Rwanda<sup>68</sup>. Dans la zone d'occupation ougandaise du Nord-Kivu (Lubero et Beni), l'objectif poursuivi serait, contrairement au Rwanda de Kagame, le commerce et non l'occupation territoriale. Ce qui donnerait aux populations locales une relative autonomie et une marge des manœuvres. Mais, il semble que les intérêts ougandais dans la région du Ruwenzori (des éléments armés ougandais y étaient présents longtemps avant la guerre de l'AFDL) sont si importants que le retrait de l'Ouganda de cette région demeure hypothétique<sup>69</sup>. Ce pessimisme est aussi alimenté par le double jeu actuel de l'Ouganda dans la partie du Congo qu'il contrôle, c'est-à-dire par «*la politique ambiguë de Kampala qui s'appuie sur deux mouvements rivaux, le MLC de Jean-Pierre Bemba et le RCD-ML de Mbusa Nyamwisi*»<sup>70</sup>. Ce qui suggérerait que, malgré les discours rassurants sur une politique plus accommodante que l'Ouganda de Museveni y applique, les préoccupations d'occupation territoriale ne sont pas totalement exclues derrière son projet mercantiliste en RDC. L'actuelle avancée des troupes rwandaises vers Butembo-Beni risque de brouiller les cartes et renforcer davantage l'occupation extérieure ou assener un coup dur à la puissance des Nande sur leur propre terroir. Une telle hégémonie militaire, économique et politique et à dominante ethnique tutsi reste aussi une grande épine dans la réconciliation nationale. Son éradication demeure l'une des pré-conditions absolues de la réconciliation nationale. Cette pré-condition est loin d'être remplie au vu des manœuvres de diversion pour l'instauration «*d'une paix bancale*» (celle qui récompense seulement les «*seigneurs de guerre*» ou les criminels tout court) dans le cadre des accords de Lusaka, Zambie (juillet 1999) et de Sun City, Afrique du Sud (avril 2002).

<sup>68</sup> Un témoignage ad hoc a été accueilli à Goma auprès de M. Ahmed (un égyptien qui gère un des comptoirs locaux du coltan) par Stephen Jackson, *Criminalised Economies of Rumour and War in the Kivus, D.R. Congo*. A paper presented at the Annual Conférence of the American Association of Anthropology, San Francisco, November 2000, p.7. La récente imposition de la monnaie rwandaise dans les territoires occupés par le Rwanda est une autre référence.

<sup>69</sup> Ce point de vue d'un leader de la société civile ougandaise est repris dans le Palmarès du 09/05/2001, *REC-Info* n°05/2001 du 23 mai 2001, p.9.

<sup>70</sup> «RD Congo. Spectaculaire rapprochement RCD-MLC sous les auspices du Rwanda», *Afrique Express* n°238 du 32/10/2001, [http://www.afrique-express.com/archive/CENTRALE/rdcongol/238\\_rapprochement](http://www.afrique-express.com/archive/CENTRALE/rdcongol/238_rapprochement). Il existerait au sein du RCD-ML, trois autres factions à côté de celle de Nyamwisi Mbusa; l'Ouganda entretiendrait également des rivalités au sein de RCD-ML avec l'affaire lendu-hema/hima et la carte bakonjo (Nande de l'Ouganda) comme toile de fond.

## 5. CONCLUSION

Masisi et Bwito/Rutshuru au Nord-Kivu sont en guerre ininterrompue depuis 1960. Quand elle n'était pas ouverte, cette guerre se menait de manière sournoise (allusion aux deux décennies 70 et 80 de spoliation foncière accompagnée des violences sanglantes). Les massacres des Hutu à Ntoto dans le groupement de W/Walowa (Walikale) n'avaient de particulier que le seul fait d'avoir été le déclic d'une crise qui a déferlé sur toute la province du Nord-Kivu avant d'embraser l'ensemble du pays. Alors que les bourreaux et les victimes de Ntoto et Masisi-centre en mars 1993 (Nyanga, Hunde d'une part et Hutu d'autre part) ont été toujours présentés comme les acteurs clés ou les instigateurs de la guerre dite de Masisi (1993), celle-ci aura bénéficié à d'autres (Tutsi) que les médias ont toujours présentés comme les premières victimes. Cet article a tenté de lever le voile de ce paradoxe. Il a été démontré que cette guerre avait, dès le départ, des ramifications régionales/transnationales et que le seul parti politique du pays qui inscrivait son programme dans la dynamique régionale et transnationale, le CEREA-UMUBANO, ne pouvait pas y être étranger. Le fait d'en avoir bénéficié en juillet 1993 et d'être sorti tête haute dans la guerre de 1996 est une preuve supplémentaire pour confirmer cette conclusion.

C'est cet ingrédient extérieur qui, au fil des années, a transformé cette crise localisée en crise provinciale d'abord, nationale et régionale ensuite. Crise locale et provinciale parce qu'elle opposait au départ les antagonistes habituels. Crise nationale et régionale car elle a hypothéqué l'intégrité territoriale et l'unité nationale en faisant intervenir, au bout du tunnel, un élément nouveau, l'entrée sur la scène politique locale et nationale des acteurs «sans frontières» et en intégrant l'Est du pays, plus que toute autre partie, dans les nouveaux enjeux politiques, démographiques, économiques et stratégiques qui vont au-delà de l'Afrique centrale jusqu'aux bords de la Mer Rouge et en Afrique australe. Et c'est à juste titre que l'on peut se demander si le sort de la RDC, devenue stratégiquement «inutile» après avoir été «choyée» pendant plus de trente ans, n'est-il pas en train de se jouer à partir du Kivu ou de son ventre mou qu'est le Nord-Kivu. Le discours régionaliste et le mouvement des ONG aux ambitions régionales à Goma qui n'ont cessé de s'amplifier au cours de la décennie nonante sont d'autres signes révélateurs. Etant donné que les premières cibles de Ntoto étaient des paysans hutu (mars 1993) et que les Hutu dans l'ensemble étaient les cibles de la guerre APR/AFDL (1996)<sup>71</sup>, le noeud gordien que constitue le parcours entre ces

---

<sup>71</sup> CIM, *Témoignage sur les massacres aux environs de Goma et de Bukavu*, Bruxelles, février 1997; AMNESTY INTERNATIONAL, *Bulletin d'information n°72/97 du 23 avril 1997*, p.1; APREDECI, CREP et GVP, *L'Apocalypse au Nord-Kivu*, Goma, octobre 1997; UNITED NATIONS, *Report of the Secretary General's Investigative Team Charged with Investigating the Violations of Human Rights and International Humanitarian Law in the Democratic Republic of Congo*, New York, May 1998, pp. I-IV, 15-17.

deux dates ne devrait pas être difficile à dénouer: la déstabilisation systématique des Hutu en vue d'assurer, pour reprendre les mots de Eugène Muhima Amri, «*la stabilité politique interlacustre*». D'autant plus que les Hutu ne participaient dans aucun et ne contrôlaient nul instrument du pouvoir, à l'exception des autorités coutumières du Bwisha et du Bukumu ou de quelques membres de la mutuelle UMOJA (alliés/ou pions du CEREAL/UMUBANO) politiquement propulsés dès la montée de la remise en cause de l'hégémonie tutsi dans les années 80. Le sort de ces deux chefferies a changé avec l'installation des camps de réfugiés rwandais à Rutshuru, Katala, Kibumba, Mugunga et Lac Vert dès juillet 1994. Ce chapelet de camps était, en fait, un cadeau empoisonné car leur destruction et l'ampleur de la purification ethnique qui l'a accompagnée et suivie ont ramené bien de Hutu de ces deux chefferies du monde féerique au monde réel<sup>72</sup>. Ne devrait également pas étonner la dualité Hutu-Tutsi ou Bantu-Hamite qui, à en croire l'emphase qu'on en fait, tend à obscurcir bien des dimensions de la crise congolaise d'une part, de la crise régionale d'autre part.

A quoi riment, en fin de compte, la politique de la prévention du génocide (avec son corollaire le démon des «*interahamwe*» et des «*forces négatives*»), le projet de «*ukwisanzura*» (expansion de l'espace vital dont parle John Ndusha), la guerre du coltan et autres matières précieuses et stratégiques<sup>73</sup>, et la guerre linguistique voilée dans la région des grands lacs ? Il nous paraît que, appliquée à la crise de l'Est de la RDC, cette conclusion que Willy Fautre a tirée de la crise rwandaise il y a bientôt 8 ans, est pertinente: «*la tragédie du Rwanda a posé et continue de poser mille questions dont les réponses se font attendre et risquent de ne jamais venir. Sa couverture médiatique aux colorations contrastées et fluctuantes témoigne d'un embarras évident. Les commentaires politiques partiels et partiaux- qu'ils viennent des Rwandais, des Belges, des Français, des Britanniques ou des Américains- s'inscrivent dans un esprit de parti pris manquant de sérénité et d'objectivité; mais ce qui domine cette cacophonie, c'est sans doute le non-dit et le manque de volonté, inexplicé, de poser les questions fondamentales*»<sup>74</sup>. Nous espérons que, loin de tomber dans ce même piège,

<sup>72</sup> Les charniers éparpillés dans tout le Bwisha (Bunagana, Jomba, Bweza, Mugogo, Nyongera, Rutshuru-centre, Mabenga/Kabaraza, Kabizo...) et l'élimination de la plupart des grands commerçants et des autorités coutumières (parmi lesquels il convient de citer le mwami Déo Ndeze Ndabishoboye, les chefs des groupements Segihobe Rwagize de Jomba et Paul Bahizi de Busanza) originaires de cette chefferie, sont des indications que les Hutu du Bwisha ont été mis dans le même sac que ceux du Masisi dans l'épuration ethnique que l'AFDL y a conduite.

<sup>73</sup> BARACYETSE, P., *op. cit.*, pp.1-40.

<sup>74</sup> *Le Journal Européen des Droits de l'Homme*, décembre 1994, p.2. Pour pouvoir mieux comprendre les antécédents et la face cachée de la crise du Nord-Kivu, il faut approfondir les trois dossiers ci-après: la collusion entre les autorités centrales à Kinshasa (gouvernements de Tshisekedi et de Birindwa) et provinciales à Goma (Kalumbo-Bamwisho et, derrière ce duo, Nyamwisi Muvingi), coutumières nyanga et hunde, les commissaires des zones (titulaires et assistants) et les chefs de la gendarmerie pour les événements d'entre décembre 1992 (fin des travaux de la CNS) et juillet 1993, le rôle joué par l'axe Kampala-Bujumbura-Kigali-Kinshasa

cette modeste étude marque un petit pas en avant dans la percée de ce mystère nord-kivutien.

Anvers, mars 2002

---

(gouvernements Birindwa et Kengo)-Goma dans les événements du Nord-Kivu, l'action des autorités provinciales (Moto Mupenda) et militaires (Général Tembele) à travers la Commission régionale ou provinciale de la pacification, les comités locaux de paix et, derrière ce double masque, celle des Eglises catholique, adventiste, protestante (CEPZA,CEBK,CBK) et néo-apostolique), des ONGD (ACOGENOKI, UCOOPANOKI, ACODRI, GEAD, AMICOR, GRACE, OXFAM, PREFED, BDDOS, ADRA) qui servaient d'intermédiaires de la réconciliation et, bien sûr, celle de toutes les mutualités ethniques (BUSHENGE HUNDE/BUUMA, BUNAKIMA, KYAGHANDA, MAGRIVI, UMOJA et UMUBANO) entre juillet 1993 et octobre 1996, notamment dans les deux régions de Masisi et Bwito (Rutshuru).